

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1955 B 00050

Numéro SIREN : 855 200 507

Nom ou dénomination : MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Ce dépôt a été enregistré le 27/05/2021 sous le numéro de dépôt 4846

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société en commandite par actions

23 place des Carmes Déchaux,

CLERMONT FERRAND CEDEX 9 63040, FR

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société en commandite par actions

23 place des Carmes Déchaux

CLERMONT FERRAND CEDEX 9 63040, FR

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale des actionnaires de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion des gérants et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les gérants.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire

l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 13 avril 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-Christophe Georghiou

Deloitte & Associés



Frédéric Gourd



MICHELIN



MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

2020



COMPTES ANNUELS

BILAN

COMPTE DE RÉSULTAT

ANNEXE

**BRUT**
2020**AMORT.**
PROV.**NET**
2020**NET**
2019**CAPITAL SOUCRIT NON APPELÉ**

NOTES 08 À 12

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	191 315	191 315	0	0
Concessions, brevets, licences, marques	1 421 870	1 102 255	319 615	290 410
Fonds commercial	13 052	6 373	6 679	6 679
Autres immobilisations corporelles	133 079	0	133 079	150 763
Avances et acomptes				

NOTES 08 À 12

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains	71 609	24 472	47 137	49 356
Constructions	1 159 895	523 907	635 989	637 039
Installations techniques	2 579 383	1 938 047	641 336	674 783
Autres immobilisations corporelles	212 298	164 853	47 445	38 146
Immobilisations corporelles en cours	176 450	4	176 445	233 661
Avances et acomptes	0	0	0	92

NOTES 06 & 07

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participations	298 070	145 502	152 569	171 161
Créances rattachées à des participations	123 148	0	123 148	228 267
Autres titres immobilisés	10 938	3 021	7 917	9 106
Prêts	17 970	6 486	11 485	14 265
Autres immobilisations financières	647	0	647	647

SOUS-TOTAL**6 409 727 4 106 235 2 303 491 2 504 374**

NOTES 13

STOCKS ET EN-COURS

Matières premières	125 900	18 569	107 331	131 097
En-cours de production	51 846	6 263	45 583	57 146
Produits intermédiaires et finis	121 248	5 442	115 805	145 993
Marchandises	104 069	3 243	100 826	109 720
AVANCES ET ACCOMPTES	4 596		4 596	6 731

NOTE 14

CRÉANCES

Créances clients et comptes rattachés	1 306 788	787	1 306 001	1 405 031
Autres créances	333 635	1 427	332 208	453 580

VALEUR MOBILIÈRE DE PLACEMENT

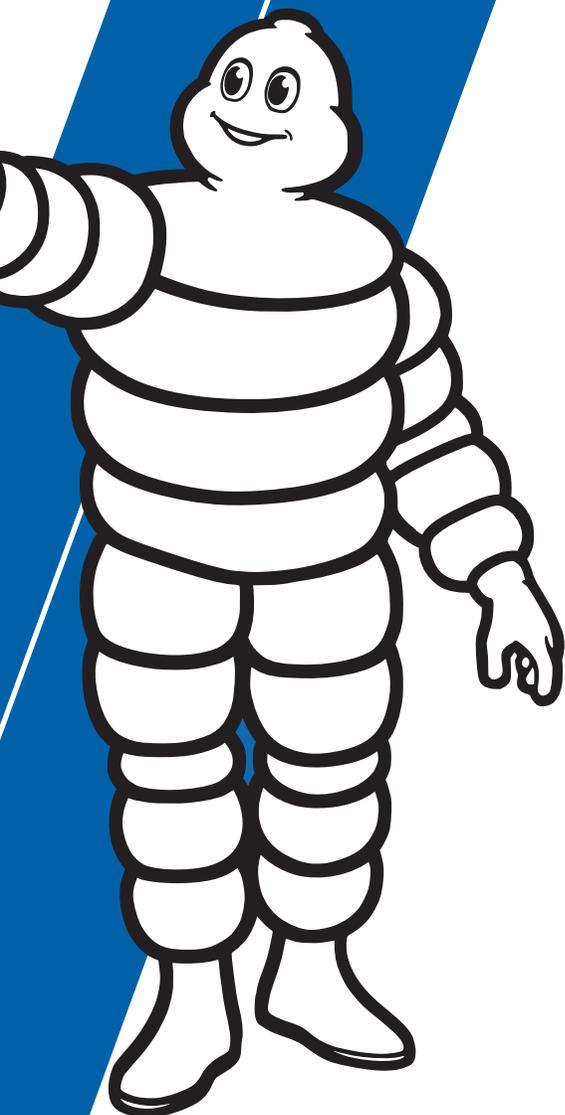
Actions propres				
Autres titres				
DISPONIBILITÉS	2 742	0	2 742	3 154

NOTE 15

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	26 040	0	26 040	21 143
SOUS-TOTAL	2 076 864	35 732	2 041 133	2 333 595

TOTAL ACTIF**8 486 591 4 141 967 4 344 624 4 837 969****ACTIF**

BILAN

/ NOTES

/ 2020

/ 2019

	CAPITAUX PROPRES		
NOTES 18 & 19	Capital	504 000	504 000
	Prime d'émission, de fusion, d'apports	143 204	143 204
NOTE 17	Ecart de réévaluation	28	28
	Réserve légale	50 400	50 400
	Réserve statutaire ou contractuelle	0	0
	Réserve réglementée	0	0
	Autres réserves	0	0
	Report à nouveau	655 145	659 288
	Résultat exercice antérieur	0	0
	Résultat de l'exercice	(185 865)	(4 143)
	Subvention d'investissement	179	278
NOTE 16	Provisions réglementées	401 139	387 873
	SOUS-TOTAL	1 568 231	1 740 929
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
NOTE 16	Provisions pour risques	59 331	137 245
	Provisions pour charges	100 644	195 405
	SOUS-TOTAL	159 975	332 650
	DETTES		
	Emprunts obligataires convertibles	0	0
	Autres emprunts obligataires	0	0
NOTE 20	Emprunts auprès des établissements de crédit	8 712	4 029
	Emprunts et dettes financières divers	1 033 851	936 390
	Avances et acomptes reçus	104 400	147 323
NOTE 20	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	748 296	863 584
	Dettes fiscales et sociales	420 315	428 001
	Dettes sur immobilisations	42 619	78 294
	Autres dettes	115 116	145 270
NOTE 15	PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	142 611	161 500
	SOUS-TOTAL	2 616 419	2 764 390
	TOTAL PASSIF	4 344 624	4 837 969
	Dont à plus d'un an (hors avances et acomptes reçus)	123 330	771 527
	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus)	2 388 690	1 845 540
	Dont concours bancaires / soldes créditeurs / billets de trésorerie	8 712	4 029

PASSIF

COMPTE DE RÉSULTAT



NOTES

2020

2019

PRODUITS D'EXPLOITATION

NOTE 21	Chiffre d'affaires	4 522 654	5 366 674
	Dont chiffre d'affaires à l'exportation	1 932 718	2 263 966
	Production stockée	(171 595)	(80 463)
	Production immobilisée	127 013	134 249
	Subvention d'exploitation	1 769	743
	Reprise sur provisions et amortissements	93 702	16 671
	Autres produits	12 418	22 435

TOTAL 4 585 962 5 460 309

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	1 005 724	1 122 603
Variation des stocks de marchandises	7 748	14 955
Achats de matières premières	489 562	886 100
Variation de stocks de matières premières	42 096	(4 731)
Autres achats et charges externes	1 346 457	1 544 529
Impôts, taxes et versements assimilés	112 055	139 785
Salaires et traitements	872 440	905 614
Charges sociales	465 886	378 084
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions sur amortissement	273 483	259 427
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	24 164	9 311
Dotations aux provisions : risques et charges	7 403	6 022
Autres charges	50 792	80 219

TOTAL 4 697 811 5 341 920

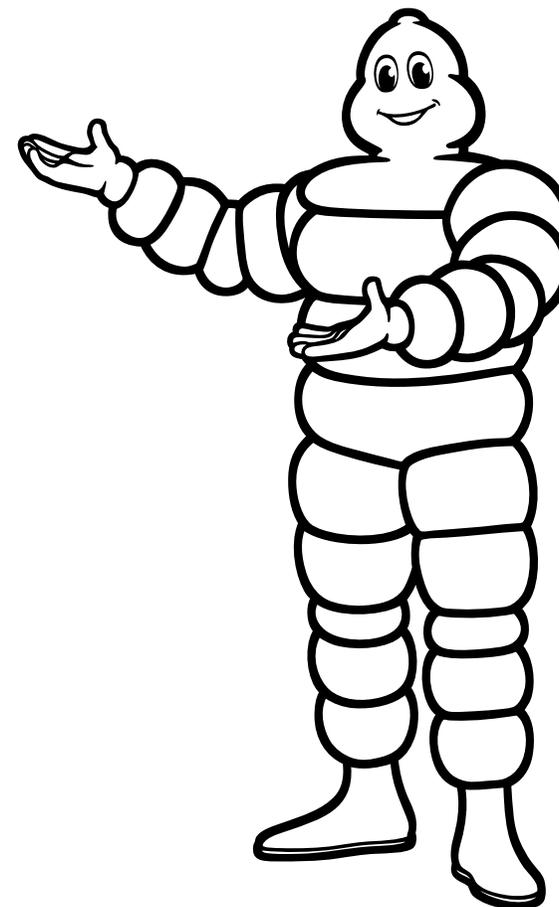
RESULTAT D'EXPLOITATION (111 849) 118 389

Quote part de résultat sur opérations faites en commun

Bénéfice attribué ou perte transférée

Perte supportée ou bénéfice transféré

	2020	2019
PRODUITS FINANCIERS		
Participations	4 263	6 687
Autres intérêts	564	1 261
Reprises sur provisions	26 769	1 931
Différences positives de change	(95)	(246)
TOTAL	31 691	9 632
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	18 441	10 217
Intérêts et charges assimilées	34 574	31 764
Différences négatives de change	(1)	4
TOTAL	53 015	41 985
RESULTAT FINANCIER	(21 324)	(32 353)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(133 173)	86 036
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Opérations en capital	13 189	16 380
Reprises sur provisions	165 158	150 456
TOTAL	178 347	166 836
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Opérations de gestion	102 034	80 100
Opérations en capital	57 528	24 218
Dotations aux amortissements et aux provisions	88 194	197 441
TOTAL	247 756	301 759
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(69 409)	(134 922)
NOTE 23		
Participations des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices	(16 718)	(44 744)
TOTAL DES PRODUITS	4 795 999	5 636 777
TOTAL DES CHARGES	4 981 864	5 640 920
BENEFICE OU (PERTE)	(185 865)	(4 143)
NOTES 26 & 27		
Dont produits financiers concernant les entreprises liées	38 436	8 442
Dont intérêts concernant les entreprises liées	30 878	26 243



ANNEXE

SOMMAIRE DES NOTES DE L'ANNEXE

03	PAGE 12	INFORMATIONS GÉNÉRALES
04	PAGE 12	RÈGLES & MÉTHODES COMPTABLES
05	PAGE 18	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
06	PAGE 22	FILIALES & PARTICIPATIONS
07	PAGE 23	FILIALES & PARTICIPATIONS
08	PAGE 24	IMMOBILISATIONS BRUTES
09	PAGE 25	AMORTISSEMENTS
10	PAGE 26	ÉTAT DES PROVISIONS
11	PAGE 27	ÉTAT DES PROVISIONS
12	PAGE 28	IMMOBILISATIONS NETTES
13	PAGE 29	DÉPRÉCIATION DES STOCKS
14	PAGE 30	CRÉANCES
15	PAGE 31	PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE
16	PAGE 32	VARIATION DES PROVISIONS
17	PAGE 33	VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION
18	PAGE 34	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
19	PAGE 35	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
20	PAGE 36	DETTES
21	PAGE 37	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
22	PAGE 38	CRÉDIT-BAIL
23	PAGE 39	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL
24	PAGE 40	ORGANISME DE FORMATION
25	PAGE 41	ORGANISME DE FORMATION
26	PAGE 42	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
27	PAGE 43	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
28	PAGE 44	CHARGES À REPARTIR ET PRIME DE REMBOURSEMENT
29	PAGE 45	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT
30	PAGE 46	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN
31	PAGE 47	PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER
32	PAGE 48	ENGAGEMENTS FINANCIERS
33	PAGE 49	EFFECTIF MOYEN
34	PAGE 50	QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE
35	PAGE 51	DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES
36	PAGE 52	TABLEAU DE FINANCEMENT
37	PAGE 53	RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
38	PAGE 54	RÉMUNÉRATION & HONORAIRES / SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

/// INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'exercice a une durée de 12 mois et coïncide avec l'année civile. Les notes et tableaux constituant l'annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Après examen par le Conseil de Surveillance, la publication des comptes annuels a été autorisée par les gérants le 15 mars 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Le bilan avant répartition, de l'exercice clos au 31 décembre 2020, fait apparaître un total de 4 344 624 milliers d'euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté en liste, dégage des produits pour un montant de 4 795 999 milliers d'euros et 4 981 864 milliers d'euros de charges, laissant une perte de 185 865 milliers d'euros.

Les comptes de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon les dispositions du plan comptable général (règlement ANC N° 2016-07 relatif au PCG). Sauf mention particulière, ces principes ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés. ///

/// RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La préparation des états financiers amène la société à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les éléments comptabilisés sont évalués selon la méthode des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1976.

Immobilisations incorporelles / corporelles -

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes

de règlements, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976, auxquelles a été appliquée la réévaluation légale.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont incorporés au coût de production dès lors que le projet d'investissement est supérieur à 50 millions d'euros.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées et les coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission sont imputés sur les primes d'émission et de fusion





et, en cas d'insuffisance, comptabilisés en charges. Les frais de recherche ainsi que les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

Les coûts de démantèlement et de remise en état sont inclus dans le coût d'acquisition ou de production des immobilisations.

Le mode calcul des amortissements est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation appliquées au sein du Groupe : de 3 à 7 ans pour les logiciels, 25 ans pour les constructions, 12 ans pour les installations techniques, 12 ans pour les immobilisations liées à l'agencement et aux autres installations, de 2 à 7 ans pour le matériel et outillage, 5 ans pour le matériel de transport et enfin 12 ans pour le matériel de bureau et le mobilier. Les terrains et les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est

indéterminée ne sont pas amortis. Depuis le 31 décembre 2013, l'amortissement dégressif fiscal n'est plus pratiqué. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle de l'immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable. En application des modifications introduites dans le PCG en 2016, la société a mis en place un test annuel de dépréciation des fonds commerciaux ayant une durée d'utilisation indéterminée. Ces évaluations sont effectuées à partir des données prévisionnelles issues du plan stratégique des Lignes Business.

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

- La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. A chaque clôture annuelle, la société procède à l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Cette valeur d'utilité est estimée en fonction soit de l'actif net comptable, le cas échéant réévalué, soit de la rentabilité et de la perspective d'avenir de la participation, ainsi que de l'utilité pour la

société détentrice des titres. En cas de baisse durable de la valeur d'utilité, et si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. En cas de cession d'un ensemble de titres de même nature et conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés est déterminée au coût d'achat moyen pondéré.

Sont classés sous la rubrique « Autres Titres Immobilisés » les titres que la société a l'intention de conserver mais dont la détention n'est pas jugée utile au fonctionnement de l'entreprise.

Les dividendes sont comptabilisés à la date de l'Assemblée Générale ayant pris la décision de la distribution.

PLANÈTE : NEUTRALITÉ CARBONNE & ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Stocks - La société applique le système des coûts standards pour la valorisation de ses coûts de production.

Le système des coûts standards consiste à substituer des coûts réels par des coûts prévisionnels dans les comptes, puis à enregistrer périodiquement les écarts entre les coûts réels et les coûts prévisionnels.

En 2014 a été déployé le coût standard évolutif intégrant un standard évolutif des matières (réactualisation mensuelle dans un contexte de fluctuation des prix) et un coût façon standard annuel.

Après prise en compte des variances mensuelles, cette méthode donne une valorisation proche du coût réel.

Le standard évolutif est évalué selon la méthode du coût moyen pondéré.

Tous les flux et inventaires sont valorisés au coût standard évolutif.

Les stocks de pneumatiques de l'activité

M.F.S (Michelin Fleet Solution) sont valorisés en fonction d'un taux global d'usure réelle obtenu à partir du processus de pigeage.

Une dépréciation des stocks de produits finis et de marchandises, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. La dépréciation des pièces de rechange est fonction de la criticité, de la valeur et de la consommation observée de ces pièces. Une dépréciation est également constituée pour couvrir certains risques concernant des matériels en cours de production destinés à l'exportation et des pneumatiques de la Ligne Business Services et Solutions.

Créances - Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La société fait partie du programme européen de Titrisation Michelin. A ce titre, elle cède mensuellement certaines créances. Le programme est déconsolidant au niveau de la société.

Provisions réglementées - Les provisions réglementées inscrites au bilan représentent les différences entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation liées à la durée d'amortissement (usage / utilité ou utilisation) et à l'existence de valeurs résiduelles mesurables et significatives.

La contrepartie annuelle des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat, en

évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources. Elles ne sont pas actualisées. Les provisions pour risques sont principalement composées d'une provision au titre des redressements URSSAF pour laquelle une reprise a été réalisée sur l'exercice. Les provisions pour charges sont constituées des provisions au titre des plans de restructuration, notamment du projet Veygoux et du projet La Roche-sur-Yon.

réalisée annuellement avec l'assistance d'actuaire indépendants. La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est la méthode des Unités de Crédit Projetées. Selon cette méthode, de nombreuses informations statistiques et hypothèses sont utilisées pour déterminer les charges, les passifs et les actifs liés aux régimes d'avantages du personnel. Les hypothèses comprennent principalement le taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux d'évolution à long terme des salaires, et le taux d'augmentation des coûts médicaux. Les informations statistiques sont, pour la plupart, liées à des hypothèses démographiques, telles que la mortalité, la rotation du personnel, l'incapacité et l'âge de départ en retraite. Les hypothèses et les informations statistiques utilisées sont déterminées en application des procédures internes en vigueur et en relation avec les actuaires. Les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les outils des actuaires avec des durations identiques à celles des engagements. Les taux de croissance salariale sont basés sur la politique salariale à long terme et prennent en considération des éléments tels que les tendances de marchés, l'évolution des carrières ou l'ancienneté.

PERSONNES : POUR & PAR

charges exceptionnelles, au poste « dotation aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

Provisions pour risques et charges - Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus au cours de l'exercice 2020 ou d'exercices antérieurs rendent probables. Elles sont

Avantages au personnel - Les salariés de la société bénéficient d'avantages à court terme, tels que les congés payés. Ces avantages sont reconnus dans les dettes à court terme. Les salariés bénéficient également d'avantages à long terme versés pendant l'emploi, tels que les médailles du travail, et postérieurs à l'emploi, tels que les indemnités de fin de carrière.

L'évaluation de ces avantages à long terme est

Les taux d'inflation utilisés, sur des durations standards, sont déterminés en utilisant différentes méthodes.

Premièrement, les outils des actuaires basés sur les prévisions cibles publiées par les Banques Centrales, les prévisions du Consensus Economics et des courbes de swaps d'inflation.

Deuxièmement, un calcul prenant en compte le différentiel entre les obligations indexées sur

observées en France. Les avantages à long terme versés pendant l'emploi sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi figurent en engagements hors bilan.

Opérations des éléments en devises et instruments financiers dérivés - Les charges et produits en devises sont enregistrés

à terme ferme de devises. La valeur comptabilisée correspond à la juste valeur. La totalité de ces opérations est effectuée avec la Compagnie Financière Michelin. Aucun autre instrument financier dérivé, ni de change ni de taux, n'a été utilisé par la société. Depuis 2017, la société applique le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Disponibilités et concours bancaires - Les concours bancaires sont reclassés en dettes financières.

Impôts et taxes, intégration fiscale & imposition différée - La société est en déficit fiscal sur cet exercice. Le poste impôt est constitué du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt mécénat. Pour l'impôt sur les sociétés, MFPM est intégrée dans le groupe fiscal constitué par la Compagnie Générale des Etablissements Michelin et ses autres filiales françaises (Article 223A du Code Général des Impôts) depuis l'exercice 2010.

La société applique dans ses comptes individuels la méthode de l'impôt différé. La charge (ou le produit) d'impôt de l'exercice est égal à

PROFIT : ROCE ET CHIFFRE D'AFFAIRES

l'indice des prix à la consommation et les obligations traditionnelles. Les taux ainsi obtenus sont ajustés d'une prime de risque et de liquidité incluse dans les obligations indexées, ou enfin des moyennes historiques. Les autres hypothèses (âge de départ à la retraite, probabilité de présence dans le Groupe au moment du départ à la retraite, taux d'inflation des coûts médicaux, mortalité, invalidité) reflètent les conditions démographiques et économiques

pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, dettes et disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice.

La différence (perte ou profit) dûe à l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en résultat de change dans le compte de résultat. Les instruments financiers dérivés correspondent aux achats et aux ventes



l'impôt dû à l'Etat (ou par l'Etat), augmenté ou diminué de l'impôt calculé sur les différences entre résultat comptable et résultat fiscal appelées (ou susceptibles) de se manifester dans l'avenir. La société suit la recommandation 1-20 de l'O.E.C et ne constate pas d'impôts différés passifs relatifs aux provisions réglementées.

Transactions conclues entre parties liées - Il n'existe pas de transactions significatives en cours à la date de clôture ou ayant eu des effets notables sur l'exercice clos, effectuées avec des parties liées, non conclues à des conditions normales de marché.

CICE - Le dispositif du CICE a été remplacé par une réduction de charge sociales sur des critères très proches de l'ancien dispositif.

En décembre 2020, la société a reçu le montant de 22,7 millions d'euros au titre du CICE 2016 sur la base de ses effectifs. Ce montant a contribué au financement d'investissements. Parmi ceux-ci, le programme C3M (Roanne et Gravanches), la rénovation bâtiment Z31 et le projet Hudson, la rénovation et l'aménagement du bâtiment A7 et de l'accueil du site, le regroupement des activités BVCM aux bâtiments F37 et E3 (Clermont-Ferrand), le projet OSIRIS (Le Puy), la rénovation de la chaufferie (Montceau), le déploiement des AGV (Troyes), le projet de modernisation et d'automatisation de l'après cuisson du Site. A la clôture, il reste à l'actif de la société les CICE des exercices 2017 et 2018 pour 47,9 millions d'euros qui seront soit imputés sur les impôts des sociétés soit remboursés par l'Etat sur les deux prochains exercices. ///

/// INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES : PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Changement de méthode comptable - La société n'a pas réalisé de changement de méthode comptable.

Le système N.O.P.C - Le système N.O.P.C, en place depuis janvier 2002, rationalise les échanges entre les sociétés industrielles et commerciales de l'Europe de l'Ouest. Dans le cadre de ces accords, toutes les ventes au sein des Pays de l'Europe de l'Ouest transitent par Michelin Europe. Depuis l'exercice 2005, les produits finis fabriqués dans un de ces pays et destinés à la vente à des clients hors Groupe dans ce même pays, sont facturés par ladite société industrielle à Michelin Europe puis revendus instantanément à cette même société. A compter de l'exercice 2008, les ventes et les achats de MFPM à Michelin Europe réalisés dans le cadre de ces accords, sont enregistrés en chiffre d'affaires pour un montant strictement équivalent et sont, par conséquent, sans incidence sur le chiffre d'affaires.

PSG - La MFPM comporte des activités qui sont effectuées à son propre bénéfice ainsi qu'aux bénéfices d'autres filiales de Michelin, qualifiées de Prestations de Service Groupe (PSG).

Le siège du Groupe Michelin est actuellement basé en France au sein de la société Manufacture Française des Pneumatiques Michelin (MFPM). La facturation des PSG aux filiales de Michelin est couverte par les « Accords PSG » qui ont été signés d'une part par la société holding la Compagnie Générale des Établissements Michelin (CGEM), basée en France et la sous-holding, Compagnie Financière Michelin SCMA (CFM), basée en Suisse, et d'autre part, par chacune des filiales de Michelin bénéficiant des services fournis par le siège du groupe : ces sociétés sont dénommées bénéficiaires. Conformément au premier article de l'accord PSG, CGEM et CFM ont mandaté MFPM pour la fourniture des services PSG en leur nom.

Les PSG sont de deux natures : les services fournis spécifiquement à un bénéficiaire donné et pour lesquels les coûts des services par bénéficiaire sont clairement identifiés, et les services fournis collectivement à un groupe de bénéficiaires et pour lesquels les coûts de service ne peuvent pas être identifiés avec précision pour chaque bénéficiaire.

Faits marquants de l'exercice - L'exercice 2020 a été marqué par la crise sanitaire de la

COVID-19, avec des impacts majeurs sur les activités du Groupe. La crise sanitaire et les mesures de confinement prises par les gouvernements de la plupart des pays ont entraîné un ralentissement de l'activité économique sans précédent au cours du premier semestre, conduisant à une chute brutale de la demande de pneumatiques touchant toutes les géographies et la plupart des activités. A ce titre, la société a connu une phase d'arrêt de ses activités industrielles mi-mars 2020, et un redémarrage progressif, dans le strict respect des gestes barrières dès début avril. Les activités tertiaires ont été réalisées en télétravail. Le deuxième semestre a été marqué par le retour rapide de la demande mondiale à des niveaux proches voire supérieurs à ceux de 2019 pour certains segments d'activité. Sur le second semestre 2020, seul le site de Bourges a connu de l'activité



partielle, en raison de son activité pneumatiques Avion.

Dès le début de la crise, le Groupe s'est donné comme priorités la protection de ses employés et la continuité de ses activités, tout en apportant son soutien aux communautés avec lesquelles il interagit. A ce titre, la MFPM a fait acheminer des masques en provenance du marché extérieur pour 57,3 millions d'euros. La société a facturé les autres entités du Groupe à hauteur de 20,6 millions d'euros et les sociétés hors Groupe pour 1,6 millions d'euros.

A la clôture, la société avait en stock 36 913 200 masques qu'elle a dépréciés de 15,9 millions d'euros pour les valoriser à prix de marché. Les coûts COVID nets représentent 39,7 millions d'euros. Par ailleurs, la société n'a pas eu à constater de perte de valeurs pour ses actifs

au bilan. Les analyses et calculs appropriés ont été effectués sur la base des informations suffisantes et fiables disponibles.

En 2019, du fait des difficultés rencontrées sur le marché du poids lourd en Europe, le Groupe a annoncé la fermeture du Site de la-Roche-sur-Yon. Une provision de 91,1 millions d'euros a été constatée, ainsi qu'une dépréciation d'éléments d'actifs de 33 millions. Cette provision a été consommée à hauteur de 36,6 millions d'euros et la provision a été revue et complétée de 5,9 millions d'euros. Suite à l'annonce du Groupe de son projet de nouvelle organisation en 2017, la MFPM a procédé à une restructuration de l'établissement de Clermont Ferrand avec un dispositif de pré-retraite volontaire pour les cadres et les collaborateurs. Cette provision a été consommée à hauteur de 60,3 millions d'euros sur l'exercice 2020. Le déroulement de quatre plans de sauvegarde de l'emploi engagés de 2013 à 2016 se poursuit : les plans de spécialisation des activités industrielles sur le site de Joué-Les-Tours (2013), la réorganisation du réseau logistique (2014), le rattachement sur le site de la Combaude (2016) et le plan Ingénierie Procédé (2016). Le Groupe a mis en place une nouvelle rémunération variable depuis l'exercice 2020.

Ce nouveau dispositif, corrélé au résultat du Groupe, vise à associer tous les salariés au résultat du Groupe. En effet, un mécanisme de coefficient permet de minorer ou de majorer les bonus Groupe et équipe en fonction du niveau d'atteinte des critères « Résultat Opérationnel des Secteurs » et « Free Cash Flow libre » du Groupe. Dans le contexte particulier de pandémie mondiale, la Direction a pris la décision d'attribuer un bonus exceptionnel de 41,4 millions d'euros. En parallèle, au titre de l'accord d'intéressement signé le 10/06/2020 pour une durée de trois ans, une provision a été constatée pour un montant de 46,4 millions d'euros au 31 décembre 2020. Le montant total des bonus s'élève à 87,8 millions d'euros.

Suite à la fermeture aux nouveaux entrants des régimes de retraites à caractère aléatoire, la société a mis en place une provision contrat sur salaire (cotisation Article 82) qui représente pour l'exercice 2020 un montant de 2,9 millions d'euros.

En application de l'article 5 paragraphe I de l'ordonnance du 3 juillet 2019 venant transposer en droit français la directive européenne n° 2014/50/UE du 16 avril 2014, l'Entreprise

a décidé de modifier l'option de taxation des régimes pour contribuer désormais sur les primes versées aux assureurs et destinées au financement des régimes à compter du 1er janvier 2020. Pour ce faire, elle a versé en janvier 2020 une somme de 31 millions d'euros correspondant à la différence pour le passé entre la nouvelle contribution sur les capitaux constitutifs et l'ancienne contribution sur les rentes. Ce montant était provisionné dans les comptes de 2019.

Evènement postérieurs à la clôture - Le 6 janvier 2021, le Groupe a annoncé la mise en œuvre d'un plan de simplification et de compétitivité renforcé afin d'améliorer significativement l'agilité et la performance globale de ses activités industrielles et tertiaires en France.

Ce plan, qui s'inscrit dans une démarche de co-construction et de dialogue social large, s'appuiera sur la négociation d'un accord-cadre d'une durée de trois ans excluant tout licenciement. Il ne repose pas sur des fermetures de sites.

Le Groupe réaffirme ses ambitions de développement en France, consolidant son positionnement sur les pneumatiques haut de gamme et de spécialités, tout en y poursuivant la localisa-

tion de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines des services, des matériaux durables, de la transition énergétique et du recyclage.

Le Groupe envisage une amélioration de sa compétitivité pouvant aller jusqu'à 5% par an pour les activités tertiaires et pour l'industrie, chiffre qui peut varier selon l'activité du site et son exposition à la concurrence. Cela pourrait signifier d'ici trois ans une réduction de postes pouvant aller jusqu'à 2 300 (jusqu'à 1 100 postes pour le tertiaire, jusqu'à 1 200 postes pour l'industrie). Près de 60% des départs envisagés se feraient sur la base de départs anticipés à la retraite et le reste par des départs volontaires accompagnés. Pour tout poste supprimé, Michelin s'engage à contribuer à en recréer un autre, soit dans le cadre du développement de ses nouvelles activités, soit en prenant part à la redynamisation des bassins d'emplois, dans un calendrier réaliste.

À la date le montant et les modalités de ce plan d'investissement n'ont pas encore été arrêtés et aucune provision n'a été constituée. Ils feront l'objet de décisions et de communications régulières du Groupe en fonction des besoins identifiés et de l'avancement des projets. //



PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE DEPASSE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	93 605	35 659	99,999%	94 712	94 712
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	4 420	13 935	99,999%	18 612	18 612
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	5 952	7 172	100%	12 799	12 799
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	15 045	3 127	51,11%	19 234	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
SAS ESM	188 959	2 124	16,26	149 493	23 225

	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	0	0	248 569	4 205 (B)	4 208
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	0	0	74 537	1 569 (B)	1 569
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	0	0	59 879	777 (B)	370
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	0	0	87 101	4 862 (P)	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
SAS ESM	0	0	37 368	40 277 (P)	0

(1) Exercice clos au 31/12/2019

FILIALES & PARTICIPATIONS

AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	0	0	0%	1 220	1 220
Filiales étrangères	0	0	0%	157	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	0%	4 837	4 050
Sociétés étrangères	0	0	0%	2 000	2 000
	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	6 874	0	ND	0	2 445
Filiales étrangères	0	0	ND	0	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	ND	0	0
Sociétés étrangères	0	0	ND	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2019

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ BRUT

	VALEURS BRUTES 01/01/2020	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS BRUTES 31/12/2020
Frais d'établissement / recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles (1)	1 449 584	0	252 294	133 875	1 568 002
Immobilisations corporelles	4 202 646	0	259 150	262 161	4 199 635
Immobilisations financières	586 781	0	122 029	258 036	450 774
TOTAL	6 430 327	0	633 472	654 072	6 409 727

(1) Dont 13 052 K€ de fonds de commerce : SCANIA pour 5 927 K€, PLA pour 1 800 K€, mali technique pour 5 325 K€

AMORTISSEMENTS

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS (1)

	01/01/2020	FUSIONS	AUGM.	DIM.	31/12/2020
Frais d'établissement, recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles	999 930	0	106 680	279	1 106 331
Immobilisations corporelles	2 501 294	0	166 802	90 343	2 577 753
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL	3 692 539	0	273 482	90 622	3 875 400

(1) Les provisions relatives aux actifs immobilisés seront expliqués en Note 11

ÉTAT DES PROVISIONS

	01/01/2020	FUSIONS	DOTATIONS	REPRISE	31/12/2020
Frais d'établissement, recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 802	0	495	0	2 297
Immobilisations corporelles	69 554	0	11 560	7 583	73 530
Immobilisations financières	163 336	0	18 441	26 769	155 008
TOTAL	234 691	0	30 496	34 352	230 835

ÉTAT DES PROVISIONS

ÉTAT DES PROVISIONS

	01/01/2020	DOTATIONS	REPRISES	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	387 873	69 491	56 225	401 139
PROVISIONS POUR RISQUES / CHARGES				
Provisions pour risques (1)	137 245	7 010	84 924	59 331
Provisions pour charges (2)	195 405	7 042	101 804	100 644
SOUS-TOTAL	332 650	14 052	186 728	159 975
DÉPRÉCIATION				
Des immobilisations incorporelles	1 802	495	0	2 297
Des immobilisations corporelles	69 554	11 560	7 583	73 530
Des immobilisations financières (3)	163 336	18 441	26 769	155 008
Des stocks (4)	17 553	22 367	6 403	33 517
Des créances	2 339	1 797	1 922	2 214
SOUS-TOTAL	254 583	54 660	42 676	266 567
TOTAL	975 107	138 203	285 629	827 681
Exploitations	0	31 568	93 702	0
Financières	0	18 441	26 769	0
Exceptionnelles	0	88 194	165 158	0
TOTAL	0	138 203	285 629	0

(1) Reprise provision pour risque : 85 M€ : dont 80,8 M€ pour l'URSSAF (arrêt contentieux), 1,3 M€ pour FLEXLIFE, 0,9 M€ pour KTB, 0,9 M€ de prime de salissure, 0,4 M€ de rachat de trimestres et 0,4 M€ de provision prud'homme et amiante

(2) Reprise de provision pour charges : 101,8 M€ : concerne VEYGOUX pour 60,3 M€, LA ROCHE pour 38 M€, MATISSE pour 1,1 M€, RFL2 pour 0,7 M€, UJO pour 0,6 M€ et ME pour 0,3 M€

(3) Correspond aux provisions pour titres de participation

(4) Voir détail des stocks en Note 13

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ NET

	VALEURS NETTES 01/01/2020	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS NETTES 31/12/2020
Frais d'établissement / recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	447 854	0	145 116	133 596	459 374
Immobilisations corporelles	1 631 799	0	81 225	164 672	1 548 352
Immobilisations financières	423 445	0	103 588	231 267	295 766
TOTAL	2 503 098	0	329 928	529 535	2 303 491

DÉPRÉCIATION DES STOCKS

ÉTAT DES PROVISIONS SUR STOCKS

	01/01/2020	DOTATION	REPRISE	31/12/2020
Matières Premières	835	43	835	43
Pièces de rechange (1)	6 414	15 873	3 718	18 569
En-cours de production	6 350	0	130	6 220
Produits Finis (2)	1 856	4 437	851	5 442
Marchandises (3)	2 098	2 014	869	3 243
TOTAL	17 553	22 367	6 403	33 517

(1) Provision pour 15,8 M€ (dépréciation des masques) et reprise pour 3,7 M€ : dont 2,9 M€ d'OVERSTOCK et 0,8 M€ de reprise de ferrailage pour le site de la ROCHE

(2) Provision pour 4,5 M€ dont 3,9 M€ de provision pour coupe MSP et 0,6 M€ de provision pour la LB 2WH

(3) Provision pour 2 M€ dont 1,1 M€ de dépréciation de stock de roues et 0,3 M€ de dépréciation d'anneaux

ETAT DES CRÉANCES (1)

	31/12/2020	< 1 AN	> 1 AN
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé	0	0	0
Créances rattachées à des participations	123 148	123 148	0
Prêts	17 970	6 947	11 024
Autres immobilisations financières	647	0	647
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	4 596	4 596	0
Créances clients et comptes rattachés	1 306 788	1 306 788	0
Autres créances	333 635	166 683	166 952
Capital souscrit appelé non versé	0	0	0
Charges constatées d' avance	26 040	26 040	0
TOTAL	1 812 825	1 634 202	178 622

(1) Cessions de créances commerciales :

Dans le cadre du programme de titrisation du Groupe, la Société cède une partie de ses créances commerciales. L'encours des créances commerciales cédées au 31 décembre 2020 s'élève à : 244 568 K€.

PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Produits d'exploitation (1)	142 611
Produits financiers	0
TOTAL	142 611

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Charges d'exploitation	26 040
Charges financières	0
TOTAL	26 040

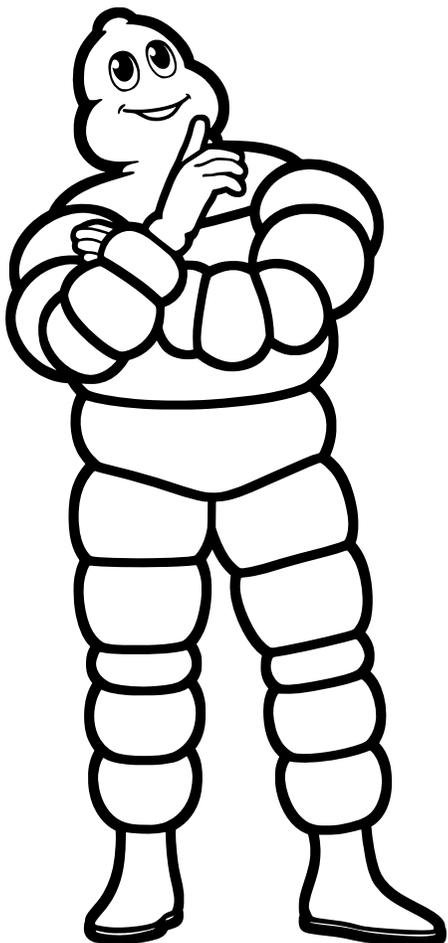
- (1) La société est amenée à conclure des accords pluriannuels avec des clients, qui comportent une promesse relative à la capacité à fournir les produits, en échange d'une considération spécifique. Celle-ci est payée préalablement à la réalisation des obligations de fournitures des produits qui vont s'étaler sur la durée du contrat. A ce titre, cette promesse est considérée comme liée à la fourniture des produits et sera reconnue en revenu au fur et à mesure de l'exécution de cette dernière. A réception du paiement, un passif sur contrat est constaté.

ÉTAT DES VARIATIONS DES PROVISIONS

	01/01/2020	DOTATIONS	REPRISE (PROVISION UTILISÉE)	REPRISE (PROVISION NON UTILISÉE)	CHANGEMENT MÉTHODE	VARIATION PÉRIMÈTRE	AUTRE	31/12/2020
PROVISIONS POUR RISQUES								
Pour litiges et contentieux	129 937	5 589	82 228	0	0	0	0	53 298
Pour risques environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	7 308	1 421	2 696	0	0	0	0	6 033
SOUS-TOTAL	137 245	7 010	84 924	0	0	0	0	59 331
PROVISIONS POUR CHARGES								
Pensions / obligations similaires	13 411	439	1 390	0	0	0	0	12 460
Autres provisions pour charges (1)	181 994	6 604	99 257	1 157				88 183
SOUS-TOTAL	195 405	7 042	100 647	1 157	0	0	0	100 644
TOTAL	332 650	14 052	185 571	1 157	0	0	0	159 975

(1) Dont la totalité concerne les provisions pour restructurations

VARIATION DE LA **RÉSERVE DE RÉÉVALUATION**



VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

	01/01/2020	VARIATIONS	31/12/2020	ECART INCORPORÉ AU CAPITAL
Participations	28	0	28	0
TOTAL	28	0	28	0

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2020</i>	1 740 929
Variations des amortissements dérogatoires	13 266
Subventions d'investissement	(99)
Résultat 2020	(185 865)
<i>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2020</i>	1 568 231

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NB ACTIONS	VALEUR NOMINALE <small>(EN EUROS)</small>
01/01/2020	13 263 158	38
31/12/2020	13 263 158	38

VARIATION DES **CAPITAUX PROPRES**

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2020	31/12/2019	VARIATION	AFFECT. RESULTAT	FUSION	PAR. RESULTAT	AUGM.
<i>CAPITAL</i>	504 000	504 000	0	0	0	0	0
<i>PRIMES DE FUSION, D'EMISSION, D'APPORT</i>	143 204	143 204	0	0	0	0	0
<i>ECART DE REEVALUATION</i>	28	28	0	0	0	0	0
<i>RESERVES</i>							
Réserve légale	50 400	50 400	0	0	0	0	0
Réserve statutaires / contractuelles	0	0	0	0	0	0	0
Réserves réglementées	0	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0	0	0	0
<i>REPORT A NOUVEAU</i>	655 145	659 288	(4 143)	(4 143)	0	0	0
<i>RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</i>	(185 865)	(4 143)	(181 722)	4 143	0	(185 865)	0
<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	179	278	(99)	0	0	0	(99)
<i>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</i>	401 139	387 873	13 266	0	0	13 266	0
TOTAL	1 568 231	1 740 929	(172 698)	0	0	(172 599)	(99)

ÉTAT DE L'ENDETTEMENT BRUT (1)

	31/12/2020	< 1 AN	> 1 AN	> 5 ANS
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	0	0	0	0
Concours bancaires courants	9	9	0	0
Emprunts et dettes financières divers	1 034	1 019	10	5
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	104	104	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	748	748	0	0
Dettes fiscales et sociales	420	420	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43	43	0	0
Autres dettes	115 616	115 616	0	0
Produits constatés d'avance	143	34	93	15
TOTAL	118 117	117 993	103	20

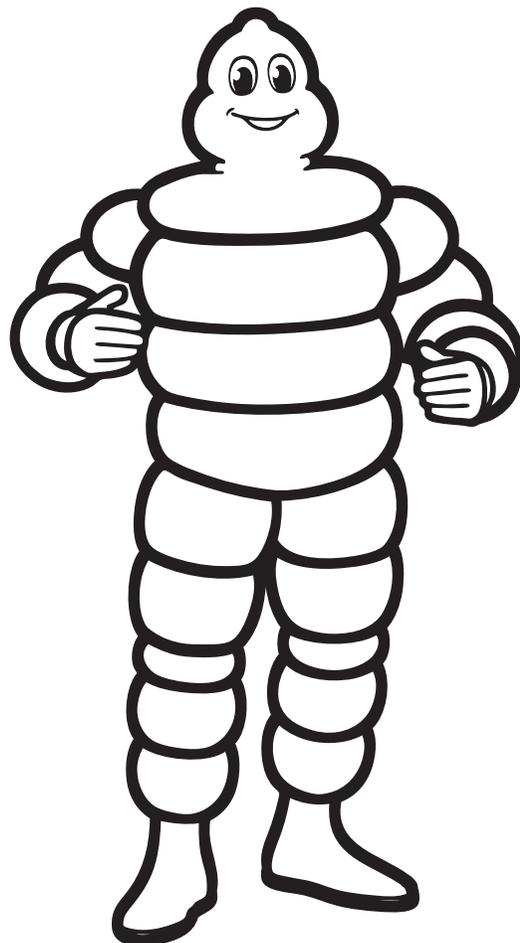
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES (2)

	MONTANT GARANTI
Emprunts auprès des établissements de crédit	0
TOTAL	0

(1) Ce tableau présente la ventilation de l'endettement brut présent au passif du bilan par date d'échéance

(2) L'entreprise ne compte aucune dette qui serait garantie par des sûretés réelles

VENTILATION DU **CHIFFRE D'AFFAIRES**



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUIT / ZONE GÉOGRAPHIQUE

Produits finis - pneus et roues	2 516 107
Matériel	116 759
Matières premières et semi-finis	327 355
Prestations de services	1 283 903
Divers	278 530
TOTAL	4 522 654
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	2 589 936
Chiffre d'affaires réalisé en France	1 932 718
TOTAL	4 522 654

ENGAGEMENTS CREDIT-BAIL

	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS / MATÉRIEL / OUTILLAGE	AUTRES	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	0	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES PAYEES					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES RESTANT A PAYER					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
VALEUR RESIDUELLE					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opération de gestion	0
Sur opérations en capital	13 189
Reprise sur provisions et transferts de charges (1)	165 158
TOTAL	178 347

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opération de gestion (2)	102 034
Sur opérations en capital	57 528
Dotations aux amortissements et aux provisions (3)	88 194
TOTAL	247 756
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(69 409)

(1) Dont :

Reprises sur amortissements dérogatoires	56 225
Reprises sur provisions pour risques et charges	101 350
Reprises provisions HG	101 350
Reprises pour dépréciation des immobilisations	7 583
Immobilisations incorporelles	27
Immobilisations corporelles	7 756

(2) Dont :

Charges décaissées	102 034
GPEC	3 265
MATISSE	1 064
ME	173
RLF2	829
POULIE	332
VEYGOUX	59 250
RYO	37 111
FTG	6
Divers	4

(3) Dont :

Amortissements dérogatoires	69 491
Amortissements pour risques et charges	6 648
Restructuration RYO	732
Restructuration FTG	5 917
Provisions pour dépréciations des immobilisations	12 055
Dépréciation des immobilisations incorporelles	356
Dépréciation des immobilisations corporelles	11 699

RESSOURCES DE L'ORGANISME

	31/12/2020		31/12/2019	
RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIÉS				
Entreprises	933	100%	3 347	100%
Etat, collectivités locales, établissements publics	0	0%	0	0%
Entreprises via Fongecif, OMA, FAF	0	0%	0	0%
Particuliers	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	933	100%	3 347	100%
RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
Instances européennes	0	0%	0	0%
Etat	0	0%	0	0%
Régions	0	0%	0	0%
Autres collectivités territoriales	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
Autres organismes de formation	0	0%	0	0%
Autres ressources	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
TOTAL	933	100%	3 347	100%

ORGANISME DE **FORMATION**

FINALITES DES ACTIONS DE FORMATION

	31/12/2020		31/12/2019	
Diplômante	33	4%	0	0%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	900	96%	3 347	100%
Insertion sociale	0	0%	0	0%
TOTAL	933	100%	3 347	100%

FORMATION & RESSOURCES PUBLIQUES

	31/12/2020	31/12/2019
Convention	Néant	Néant

RAPPROCHEMENT CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE / CALCULÉE

Impôt théorique, hors retenues à la source	(54 474)
Différences permanentes	2 199
Effet des différences de taux (entre le taux en vigueur et le taux réel)	66 383
Autres effets (*)	(35 201)
Effet changement de taux sur stock IDA à la clôture 2020	4 376
Impôt au compte de résultat, hors retenues à la source	(16 718)
(*) Dont :	
CIR 2020	(28 100)
Mécénat et autres CI	(12 563)
Mécénat, CIR & CIA N-1	5 462
TOTAL	(35 201)

VENTILATION DES IMPÔTS AU COMPTE DE RESULTAT

Impôts exigibles	(35 201)
Impôts différés	18 484
SOUS-TOTAL	(16 718)
Retenues à la source	0
TOTAL	(16 718)

IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS 0

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/2019	AUGM.	DIM.	31/12/2020
Impôts différés au titre des actifs	67 644	0	18 484	49 160
Impôts différés au titre des passifs	0	0	0	0
TOTAL	67 644	0	18 484	49 160
Décomposé en				
Différences temporelles	58 864	0	17 916	40 948
Reports déficitaires	8 779	0	568	8 211

EN FONCTION DE LA NATURE DU RESULTAT

	COURANT	EXCEPTIONNEL
Impôt exigible	(35 201)	
Impôt différé	(410)	18 894

ÉTAT DES CHARGES A REPARTIR ET PRIME DE REMBOURSEMENT

	01/01/2020	FUSION	AUGMENTATION (DOTATIONS)	DIMINUTION (ACTIF SORTI)	31/12/2020
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	16 004	0
Intérêts et charges assimilées	22 432	0
Différence négatives de change	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	4 229	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	580	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 069	0
Différences positives de change	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du compte de résultat les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
Participations	152 569	0
Créances rattachées à des participations	123 148	0
Autres titres immobilisés	0	0
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 019 144	0
Autres créances	219 735	0
Charges constatées d'avance	0	0
Emprunts et dettes financières divers	852 898	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	104 400	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	497 614	0
Dettes fiscales et sociales	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 264	0
Autres dettes	23 822	0
Produits constatés d'avance	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du bilan les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER

PRODUITS À RECEVOIR

Créances rattachées à des participations	0
Autres titres immobilisés	389
Créances clients et comptes rattachées	165 543
Autres créances	1 951
Valeurs Mobilières de Placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	167 883

CHARGES À PAYER

Autres emprunts obligataires	0
Emprunts auprès des établissements de crédits	0
Emprunts divers	1 236
Dette fournisseurs et comptes rattachés	126 174
Dettes fiscales et sociales	328 502
Autres dettes	93 301
TOTAL	549 213

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES

Effets à l'encaissement impayés	0
Avals, cautions et garanties	2 670
Engagements en matière d'indemnités de fin de contrat (1)	839 830
Engagements en matière de mutuelle obligatoire (1)	83 718
Retraites supplémentaires (1)	445 696
Autres engagements donnés	22 359

TOTAL 1 394 272

ENGAGEMENTS REÇUS 6 602

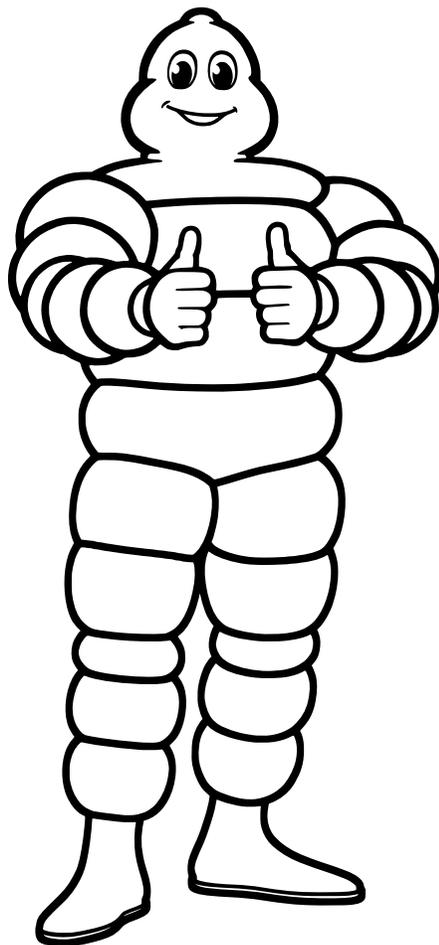
	INFLATION	ACTUALISATION
Débit de non-concurrence	1,89%	0,15%
Indemnités de départ en retraite	1,76%	0,65%
Majoration Agents	0,86%	0,15%
Médailles ou Prime d'ancienneté	0%	0,65%
Retraite supplémentaire	1,51%	0,15%
Mutuelle	0%	1,05%
Rentes Loi Evin	0%	1,00%

- (1) Sur la base des règlements internes de chaque régime, des actuaires indépendants calculent la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur (D.B.O.) pour les avantages à long terme comptabilisés en provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi présentés en engagements hors bilan. Ces évaluations actuarielles ont été effectuées sur la base des tables de mortalité les plus récentes (utilisation des tables de mortalité pré retraite : TF / TH 14-16 et post retraite : TGH 05 TGF 05). Les calculs ont été réalisés en utilisant : un âge de départ à la retraite de 62 ans pour les personnes nées avant 1959, un âge de départ à la retraite compris entre 61,3 et 66,75 ans selon la catégorie de personnel pour les personnes nées à partir de 1959, un taux de mobilité (entre 0 et 7,16%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé uniquement sur les démissions pour les régimes d'indemnités de fin de carrière, et entre 0 et 7,16%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé sur les démissions et les licenciements pour les autres régimes).

RISQUES DE MARCHÉ

La politique de la société est de couvrir la quasi-totalité de ses positions de change. Pour les flux intra Groupe, le risque de change est couvert par achats ou ventes à terme de devises (forwards). Pour les flux hors Groupe, des couvertures de change sont faites au comptant (spot) pour la devise USD. Pour les autres devises, le risque n'est pas significatif et n'est pas couvert. Au 31/12/2020, au regard de l'ensemble des financements, il n'y a pas de contrats fermes ou optionnel en cours.

EFFECTIF MOYEN



ÉTAT DES EFFECTIFS

	SALARIES	MIS A DISPOSITION
Agents	7 152	
Collaborateurs	3 800	1 427
Cadres et assimilés	6 381	
TOTAL	17 333	1 427

QUOTAS D'EMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

	QUOTAS	COURS	EN K EUROS
Quotas 2014	9 728	7,15	70
Quotas 2015	31 290	7,15	224
Quotas 2016	42 407	5,00	212
Quotas 2017	64 053	5,24	336
Quotas 2018	87 805	10,1	887
Quotas 2019	92 154	21,69	1 999
TOTAL	327 437		3 727

La société a comptabilisé dans ses comptes, en stocks, les quotas qui lui ont été délivrés. Pour 2019 les quotas qui lui ont été délivrés sont de 89 705 pour une valeur de 620 milliers d'euros. La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks de quotas (et unités assimilées) est PEPS (Premier entré, Premier Sorti). Aucune dépréciation n'a été constatée.

Le modèle économique retenu pour gérer et comptabiliser les quotas et unités assimilées : "production". L'arrêté français fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2021-2025 n'est pas encore publié à la date du présent rapport. Pour rappel, les allocations de quotas affectés à titre gratuits pour l'année 2020 (au titre de la période 2013-2020) versées aux sites concernés se sont élevés à 103 421. Les estimations énergétiques sont transcrites en émissions de CO² en utilisant les FE standard fixés par les réglementations nationales et en utilisant les données sources de notre fournisseur d'énergie. Les estimations énergétiques sont transcrites en émission de CO² en utilisant les facteurs d'émission (fixés par la réglementation ou calculés à partir de données sources fournies par les Gestionnaires de Réseau de Transport du gaz naturel). Les émissions en tonnes de CO₂ équivalent ont diminué de 22,36 % par rapport à celles de 2019. Elles correspondent en 2020 à 56 960 tonnes de CO₂ équivalent. Un comité de gestion du CO² se réunit tous les trimestres pour suivre et piloter les émissions de CO² pour le groupe. Les allocations dues au titre des années 2013 à 2020 ont été versées sur les comptes du registre Européen.

QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

NATURE DES DÉPENSES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

	INVESTISSEMENTS	CHARGES D'EXPLOITATION
Réduction des émissions de COV	26	1
Suppression des gaz qui appauvrissement la couche ozone (CFC / Halon / HCFC)	69	18
Réduction des odeurs hors site	0	0
Autres mesures de prévention des pollutions de l'air	1	46
Construction / modification d'une station de traitement d'eaux usées ou autre unité de traitement	32	4
Suppression de PCB / pyralène dans des transformateurs	0	0
Autres mesures de prévention des pollutions des eaux de surface	18	45
Rétentions, étanchéité des sols	273	7
Autres mesures de prévention des pollutions du sol et eaux souterraines	0	65
Réduction et recyclage des déchets	166	35
Consommation d'eau	209	51
Consommation d'énergie	2342	12
Réduction des gaz à effet de serre	0	100
Autres mesures	14	0
TOTAL	3 150	384



TABLEAU DE FINANCEMENT

RESSOURCES

Capacité d'autofinancement de l'exercice	(15,5)
Augmentation des capitaux propres	0
Diminutions d'actif immobilisé	196,3
Augmentation des dettes financières	113,7
Autres	0
TOTAL	294,6

EMPLOIS

Dividendes	0
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	309,5
Remboursements de dettes financières	0
Diminution des capitaux propres	0
Autres	0
TOTAL	309,5

VARIATION NETTE DU FONDS DE ROULEMENT (15,0)

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ÉTAT DES RÉSULTATS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2016	2017	2018	2019	2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	504 000	504 000	504 000	504 000	504 000
Nombre des actions ordinaires existantes	13 263	13 263	13 263	13 263	13 263
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'Affaires hors taxes	4 952 683	5 330 685	5 492 426	5 366 674	4 522 654
Résultat avant impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	229 966	212 722	255 416	353 961	(43 091)
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	13 052	(139 460)	126 038	(4 143)	(185 865)
Bénéfices distribués	0	0	0	0	0
RÉSULTATS PAR ACTION (EN EUROS)					
Résultat après impôt et participation, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	17,58	23,07	19,35	30,06	(1,99)
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	0,98	(10,51)	9,50	(0,31)	(14,01)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	19 322	19 160	18 921	18 394	17 333
Montant de la masse salariale de l'exercice	911 285	975 405	954 269	905 614	872 440
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...)	401 005	386 494	396 067	378 084	465 886

/// RÉMUNÉRATION

La société est administrée par les deux co-gérants présentés ci-dessous.

Un gérant ayant la qualité d'Associé commandité, la Société de Gérance de la Manufacture Michelin, par abréviation "SG2M".

En cette qualité, il bénéficie d'un prélèvement de 0,2% du bénéfice net social distribué, le cas échéant, le solde constituant la part revenant aux actionnaires. La SG2M ne bénéficie par ailleurs d'aucune rémunération et d'aucun avantage en nature que ce soit de la société ou des sociétés qu'elle contrôle. La SG2M n'a reçu en 2020, au titre de l'exercice 2019, aucune autre rémunération ou avantage en nature. L'assemblée générale des actionnaires de la société du 18 mai 2018 a nommé M. Florent MENEGAUX en qualité de gérant non commandité pour une durée de 4 ans.

En application des statuts et d'une décision de l'associé commandité unique de la MFPM du 25 octobre 2018, M. Florent MENEGAUX a reçu, au titre de l'exercice 2020, une rémunération fixe de 900 000 euros et a bénéficié d'un véhicule de fonction.

/// HONORAIRES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 1 205 000 euros répartis comme suit : 610 000 euros relatifs à la certification des comptes pour PricewaterhouseCoopers Audit et 595 000 euros pour Deloitte. Les honoraires hors services de certification s'élèvent à 53 000 euros pour PricewaterhouseCoopers ainsi que 161 000 euros pour Deloitte.

/// SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions au capital de 356 680 172 euros, ayant son siège social au 23 PLACE DES CARMES DECHAUX - 63000 CLERMONT FERRAND.

Les états financiers consultable sur le site www.michelin.com (rubrique "Finance/Actionnaires individuels/Documents").

MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société en commandite par actions au capital de € 504 000 004

Siège social : Place des Carmes-Déchaux

CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme)

855 200 507 R.C.S. CLERMONT-FERRAND

Du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2021, il est extrait le texte de la résolution ci-après qui a été adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi :

.....
"
"
Deuxième résolution

" Sur la proposition des Gérants, approuvée par le Conseil de surveillance, l'Assemblée
" générale, décide d'affecter la perte de l'exercice 2020 s'élevant à € 185 865 084,80 au
" poste "Report à nouveau" qui est ainsi ramené à € 469 279 919,65.
"

" Il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices
" précédents.
.....

Pour extrait certifié conforme,

Le May 24, 2021

L'un des Gérants :

JM Guillon

JM Guillon (May 24, 2021 07:31 GMT+2)

Société de Gérance de la Manufacture Michelin
Représentée par M. Jean-Michel GUILLON

AGOA MFPM - Affectation du résultat Ex 2020

Final Audit Report

2021-05-24

Created:	2021-05-20
By:	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
Status:	Signed
Transaction ID:	CBJCHBCAABAALCYQ2Fio7VSk35t02hJRvQFY--Z5GAAna

"AGOA MFPM - Affectation du résultat Ex 2020" History

-  Document created by Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2021-05-20 - 12:45:44 PM GMT- IP address: 165.1.218.27
-  Document emailed to JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com) for signature
2021-05-20 - 12:46:37 PM GMT
-  Email viewed by JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
2021-05-24 - 5:30:47 AM GMT- IP address: 92.157.163.10
-  Document e-signed by JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
Signature Date: 2021-05-24 - 5:31:23 AM GMT - Time Source: server- IP address: 92.157.163.10
-  Agreement completed.
2021-05-24 - 5:31:23 AM GMT

/// INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'exercice a une durée de 12 mois et coïncide avec l'année civile. Les notes et tableaux constituant l'annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Après examen par le Conseil de Surveillance, la publication des comptes annuels a été autorisée par les gérants le 15 mars 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Le bilan avant répartition, de l'exercice clos au 31 décembre 2020, fait apparaître un total de 4 344 624 milliers d'euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté en liste, dégage des produits pour un montant de 4 795 999 milliers d'euros et 4 981 864 milliers d'euros de charges, laissant une perte de 185 865 milliers d'euros.

Les comptes de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon les dispositions du plan comptable général (règlement ANC N° 2016-07 relatif au PCG). Sauf mention particulière, ces principes ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés. ///

/// RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La préparation des états financiers amène la société à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les éléments comptabilisés sont évalués selon la méthode des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1976.

Immobilisations incorporelles / corporelles -

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes

de réglements, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976, auxquelles a été appliquée la réévaluation légale.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont incorporés au coût de production dès lors que le projet d'investissement est supérieur à 50 millions d'euros.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées et les coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission sont imputés sur les primes d'émission et de fusion



et, en cas d'insuffisance, comptabilisés en charges. Les frais de recherche ainsi que les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

Les coûts de démantèlement et de remise en état sont inclus dans le coût d'acquisition ou de production des immobilisations.

Le mode calcul des amortissements est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation appliquées au sein du Groupe : de 3 à 7 ans pour les logiciels, 25 ans pour les constructions, 12 ans pour les installations techniques, 12 ans pour les immobilisations liées à l'agence-ment et aux autres installations, de 2 à 7 ans pour le matériel et outillage, 5 ans pour le matériel de transport et enfin 12 ans pour le matériel de bureau et le mobilier. Les terrains et les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est

indéterminée ne sont pas amortis. Depuis le 31 décembre 2013, l'amortissement dégressif fiscal n'est plus pratiqué. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle de l'immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable. En application des modifications introduites dans le PCG en 2016, la société a mis en place un test annuel de dépréciation des fonds commerciaux ayant une durée d'utilisation indéterminée. Ces évaluations sont effectuées à partir des données prévisionnelles issues du plan stratégique des Lignes Business.

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

- La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. A chaque clôture annuelle, la société procède à l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Cette valeur d'utilité est estimée en fonction soit de l'actif net comptable, le cas échéant réévalué, soit de la rentabilité et de la perspective d'avenir de la participation, ainsi que de l'utilité pour la

société détentrice des titres. En cas de baisse durable de la valeur d'utilité, et si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. En cas de cession d'un ensemble de titres de même nature et conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés est déterminée au coût d'achat moyen pondéré.

Sont classés sous la rubrique « Autres Titres Immobilisés » les titres que la société a l'intention de conserver mais dont la détention n'est pas jugée utile au fonctionnement de l'entreprise.

Les dividendes sont comptabilisés à la date de l'Assemblée Générale ayant pris la décision de la distribution.

PLANÈTE : NEUTRALITÉ CARBONNE & ECONOMIE CIRCULAIRE



PNEUS AGRICOLES TROYES

Stocks - La société

applique le système des coûts standards pour la valorisation de ses coûts de production.

Le système des coûts standards consiste à substituer des coûts réels par des coûts prévisionnels dans les comptes, puis à enregistrer périodiquement les écarts entre les coûts réels et les coûts prévisionnels.

En 2014 a été déployé le coût standard évolutif intégrant un standard évolutif des matières (réactualisation mensuelle dans un contexte de fluctuation des prix) et un coût façon standard annuel.

Après prise en compte des variances mensuelles, cette méthode donne une valorisation proche du coût réel.

Le standard évolutif est évalué selon la méthode du coût moyen pondéré.

Tous les flux et inventaires sont valorisés au coût standard évolutif.

Les stocks de pneumatiques de l'activité

M.F.S (Michelin Fleet Solution) sont valorisés en fonction d'un taux global d'usure réelle obtenu à partir du processus de pigeage.

Une dépréciation des stocks de produits finis et de marchandises, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. La dépréciation des pièces de rechange est fonction de la criticité, de la valeur et de la consommation observée de ces pièces. Une dépréciation est également constituée pour couvrir certains risques concernant des matériels en cours de production destinés à l'exportation et des pneumatiques de la Ligne Business Services et Solutions.

Créances - Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La société fait partie du programme européen de Titrisation Michelin. A ce titre, elle cède mensuellement certaines créances. Le programme est déconsolidant au niveau de la société.

Provisions réglementées - Les provisions réglementées inscrites au bilan représentent les différences entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation liées à la durée d'amortissement (usage / utilité ou utilisation) et à l'existence de valeurs résiduelles mesurables et significatives.

La contrepartie annuelle des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat, en

évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources. Elles ne sont pas actualisées. Les provisions pour risques sont principalement composées d'une provision au titre des redressements URSSAF pour laquelle une reprise a été réalisée sur l'exercice. Les provisions pour charges sont constituées des provisions au titre des plans de restructuration, notamment du projet Veygoux et du projet La Roche-sur-Yon.

réalisée annuellement avec l'assistance d'actuaire indépendants. La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est la méthode des Unités de Crédit Projetées. Selon cette méthode, de nombreuses informations statistiques et hypothèses sont utilisées pour déterminer les charges, les passifs et les actifs liés aux régimes d'avantages du personnel. Les hypothèses comprennent principalement le taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux d'évolution à long terme des salaires, et le taux d'augmentation des coûts médicaux. Les informations statistiques sont, pour la plupart, liées à des hypothèses démographiques, telles que la mortalité, la rotation du personnel, l'incapacité et l'âge de départ en retraite. Les hypothèses et les informations statistiques utilisées sont déterminées en application des procédures internes en vigueur et en relation avec les actuaires. Les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les outils des actuaires avec des durations identiques à celles des engagements. Les taux de croissance salariale sont basés sur la politique salariale à long terme et prennent en considération des éléments tels que les tendances de marchés, l'évolution des carrières ou l'ancienneté.

PERSONNES : POUR & PAR

charges exceptionnelles, au poste « dotation aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

Provisions pour risques et charges - Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus au cours de l'exercice 2020 ou d'exercices antérieurs rendent probables. Elles sont

Avantages au personnel - Les salariés de la société bénéficient d'avantages à court terme, tels que les congés payés. Ces avantages sont reconnus dans les dettes à court terme. Les salariés bénéficient également d'avantages à long terme versés pendant l'emploi, tels que les médailles du travail, et postérieurs à l'emploi, tels que les indemnités de fin de carrière. L'évaluation de ces avantages à long terme est

Les taux d'inflation utilisés, sur des durations standards, sont déterminés en utilisant différentes méthodes.

Premièrement, les outils des actuaires basés sur les prévisions cibles publiées par les Banques Centrales, les prévisions du Consensus Economics et des courbes de swaps d'inflation.

Deuxièmement, un calcul prenant en compte le différentiel entre les obligations indexées sur

observées en France. Les avantages à long terme versés pendant l'emploi sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi figurent en engagements hors bilan.

Opérations des éléments en devises et instruments financiers dérivés - Les charges et produits en devises sont enregistrés

à terme ferme de devises. La valeur comptabilisée correspond à la juste valeur. La totalité de ces opérations est effectuée avec la Compagnie Financière Michelin. Aucun autre instrument financier dérivé, ni de change ni de taux, n'a été utilisé par la société. Depuis 2017, la société applique le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Disponibilités et concours bancaires - Les concours bancaires sont reclassés en dettes financières.

Impôts et taxes, intégration fiscale & imposition différée - La société est en déficit fiscal sur cet exercice. Le poste impôt est constitué du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt mécénat. Pour l'impôt sur les sociétés, MFPM est intégrée dans le groupe fiscal constitué par la Compagnie Générale des Etablissements Michelin et ses autres filiales françaises (Article 223A du Code Général des Impôts) depuis l'exercice 2010.

La société applique dans ses comptes individuels la méthode de l'impôt différé. La charge (ou le produit) d'impôt de l'exercice est égal à

PROFIT : ROCE ET CHIFFRE D'AFFAIRES

l'indice des prix à la consommation et les obligations traditionnelles. Les taux ainsi obtenus sont ajustés d'une prime de risque et de liquidité incluse dans les obligations indexées, ou enfin des moyennes historiques. Les autres hypothèses (âge de départ à la retraite, probabilité de présence dans le Groupe au moment du départ à la retraite, taux d'inflation des coûts médicaux, mortalité, invalidité) reflètent les conditions démographiques et économiques

pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, dettes et disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice.

La différence (perte ou profit) dûe à l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en résultat de change dans le compte de résultat. Les instruments financiers dérivés correspondent aux achats et aux ventes





MOTION FOR LIFE

l'impôt dû à l'Etat (ou par l'Etat), augmenté ou diminué de l'impôt calculé sur les différences entre résultat comptable et résultat fiscal appelées (ou susceptibles) de se manifester dans l'avenir. La société suit la recommandation 1-20 de l'O.E.C et ne constate pas d'impôts différés passifs relatifs aux provisions réglementées.

Transactions conclues entre parties liées - Il n'existe pas de transactions significatives en cours à la date de clôture ou ayant eu des effets notables sur l'exercice clos, effectuées avec des parties liées, non conclues à des conditions normales de marché.

CICE - Le dispositif du CICE a été remplacé par une réduction de charge sociales sur des critères très proches de l'ancien dispositif.

En décembre 2020, la société a reçu le montant de 22,7 millions d'euros au titre du CICE 2016 sur la base de ses effectifs. Ce montant a contribué au financement d'investissements. Parmi ceux-ci, le programme C3M (Roanne et Gravanches), la rénovation bâtiment Z31 et le projet Hudson, la rénovation et l'aménagement du bâtiment A7 et de l'accueil du site, le regroupement des activités BVCM aux bâtiments F37 et E3 (Clermont-Ferrand), le projet OSIRIS (Le Puy), la rénovation de la chaufferie (Montceau), le déploiement des AGV (Troyes), le projet de modernisation et d'automatisation de l'après cuisson du Site. A la clôture, il reste à l'actif de la société les CICE des exercices 2017 et 2018 pour 47,9 millions d'euros qui seront soit imputés sur les impôts des sociétés soit remboursés par l'Etat sur les deux prochains exercices. //

/// INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES : PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Changement de méthode comptable - La société n'a pas réalisé de changement de méthode comptable.

Le système N.O.P.C - Le système N.O.P.C, en place depuis janvier 2002, rationalise les échanges entre les sociétés industrielles et commerciales de l'Europe de l'Ouest. Dans le cadre de ces accords, toutes les ventes au sein des Pays de l'Europe de l'Ouest transitent par Michelin Europe. Depuis l'exercice 2005, les produits finis fabriqués dans un de ces pays et destinés à la vente à des clients hors Groupe dans ce même pays, sont facturés par ladite société industrielle à Michelin Europe puis revendus instantanément à cette même société. A compter de l'exercice 2008, les ventes et les achats de MFPM à Michelin Europe réalisés dans le cadre de ces accords, sont enregistrés en chiffre d'affaires pour un montant strictement équivalent et sont, par conséquent, sans incidence sur le chiffre d'affaires.

PSG - La MFPM comporte des activités qui sont effectuées à son propre bénéfice ainsi qu'aux bénéfices d'autres filiales de Michelin, qualifiées de Prestations de Service Groupe (PSG).

Le siège du Groupe Michelin est actuellement basé en France au sein de la société Manufacture Française des Pneumatiques Michelin (MFPM). La facturation des PSG aux filiales de Michelin est couverte par les « Accords PSG » qui ont été signés d'une part par la société holding la Compagnie Générale des Établissements Michelin (CGEM), basée en France et la sous-holding, Compagnie Financière Michelin SCMA (CFM), basée en Suisse, et d'autre part, par chacune des filiales de Michelin bénéficiant des services fournis par le siège du groupe : ces sociétés sont dénommées bénéficiaires. Conformément au premier article de l'accord PSG, CGEM et CFM ont mandaté MFPM pour la fourniture des services PSG en leur nom.

Les PSG sont de deux natures : les services fournis spécifiquement à un bénéficiaire donné et pour lesquels les coûts des services par bénéficiaire sont clairement identifiés, et les services fournis collectivement à un groupe de bénéficiaires et pour lesquels les coûts de service ne peuvent pas être identifiés avec précision pour chaque bénéficiaire.

Faits marquants de l'exercice - L'exercice 2020 a été marqué par la crise sanitaire de la

COVID-19, avec des impacts majeurs sur les activités du Groupe. La crise sanitaire et les mesures de confinement prises par les gouvernements de la plupart des pays ont entraîné un ralentissement de l'activité économique sans précédent au cours du premier semestre, conduisant à une chute brutale de la demande de pneumatiques touchant toutes les géographies et la plupart des activités. A ce titre, la société a connu une phase d'arrêt de ses activités industrielles mi-mars 2020, et un redémarrage progressif, dans le strict respect des gestes barrières dès début avril. Les activités tertiaires ont été réalisées en télétravail. Le deuxième semestre a été marqué par le retour rapide de la demande mondiale à des niveaux proches voire supérieurs à ceux de 2019 pour certains segments d'activité. Sur le second semestre 2020, seul le site de Bourges a connu de l'activité



partielle, en raison de son activité pneumatiques Avion.

Dès le début de la crise, le Groupe s'est donné comme priorités la protection de ses employés et la continuité de ses activités, tout en apportant son soutien aux communautés avec lesquelles il interagit. A ce titre, la MFPM a fait acheminer des masques en provenance du marché extérieur pour 57,3 millions d'euros. La société a facturé les autres entités du Groupe à hauteur de 20,6 millions d'euros et les sociétés hors Groupe pour 1,6 millions d'euros.

A la clôture, la société avait en stock 36 913 200 masques qu'elle a dépréciés de 15,9 millions d'euros pour les valoriser à prix de marché. Les coûts COVID nets représentent 39,7 millions d'euros. Par ailleurs, la société n'a pas eu à constater de perte de valeurs pour ses actifs

au bilan. Les analyses et calculs appropriés ont été effectués sur la base des informations suffisantes et fiables disponibles.

En 2019, du fait des difficultés rencontrées sur le marché du poids lourd en Europe, le Groupe a annoncé la fermeture du Site de la-Roche-sur-Yon. Une provision de 91,1 millions d'euros a été constatée, ainsi qu'une dépréciation d'éléments d'actifs de 33 millions. Cette provision a été consommée à hauteur de 36,6 millions d'euros et la provision a été revue et complétée de 5,9 millions d'euros. Suite à l'annonce du Groupe de son projet de nouvelle organisation en 2017, la MFPM a procédé à une restructuration de l'établissement de Clermont Ferrand avec un dispositif de pré-retraite volontaire pour les cadres et les collaborateurs. Cette provision a été consommée à hauteur de 60,3 millions d'euros sur l'exercice 2020. Le déroulement de quatre plans de sauvegarde de l'emploi engagés de 2013 à 2016 se poursuit : les plans de spécialisation des activités industrielles sur le site de Joué-Les-Tours (2013), la réorganisation du réseau logistique (2014), le rattachement sur le site de la Combaude (2016) et le plan Ingénierie Procédé (2016). Le Groupe a mis en place une nouvelle rémunération variable depuis l'exercice 2020.

Ce nouveau dispositif, corrélé au résultat du Groupe, vise à associer tous les salariés au résultat du Groupe. En effet, un mécanisme de coefficient permet de minorer ou de majorer les bonus Groupe et équipe en fonction du niveau d'atteinte des critères « Résultat Opérationnel des Secteurs » et « Free Cash Flow libre » du Groupe. Dans le contexte particulier de pandémie mondiale, la Direction a pris la décision d'attribuer un bonus exceptionnel de 41,4 millions d'euros. En parallèle, au titre de l'accord d'intéressement signé le 10/06/2020 pour une durée de trois ans, une provision a été constatée pour un montant de 46,4 millions d'euros au 31 décembre 2020. Le montant total des bonus s'élève à 87,8 millions d'euros.

Suite à la fermeture aux nouveaux entrants des régimes de retraites à caractère aléatoire, la société a mis en place une provision contrat sur salaire (cotisation Article 82) qui représente pour l'exercice 2020 un montant de 2,9 millions d'euros.

En application de l'article 5 paragraphe I de l'ordonnance du 3 juillet 2019 venant transposer en droit français la directive européenne n° 2014/50/UE du 16 avril 2014, l'Entreprise

a décidé de modifier l'option de taxation des régimes pour contribuer désormais sur les primes versées aux assureurs et destinées au financement des régimes à compter du 1er janvier 2020. Pour ce faire, elle a versé en janvier 2020 une somme de 31 millions d'euros correspondant à la différence pour le passé entre la nouvelle contribution sur les capitaux constitutifs et l'ancienne contribution sur les rentes. Ce montant était provisionné dans les comptes de 2019.

Evènement postérieurs à la clôture - Le 6 janvier 2021, le Groupe a annoncé la mise en œuvre d'un plan de simplification et de compétitivité renforcé afin d'améliorer significativement l'agilité et la performance globale de ses activités industrielles et tertiaires en France.

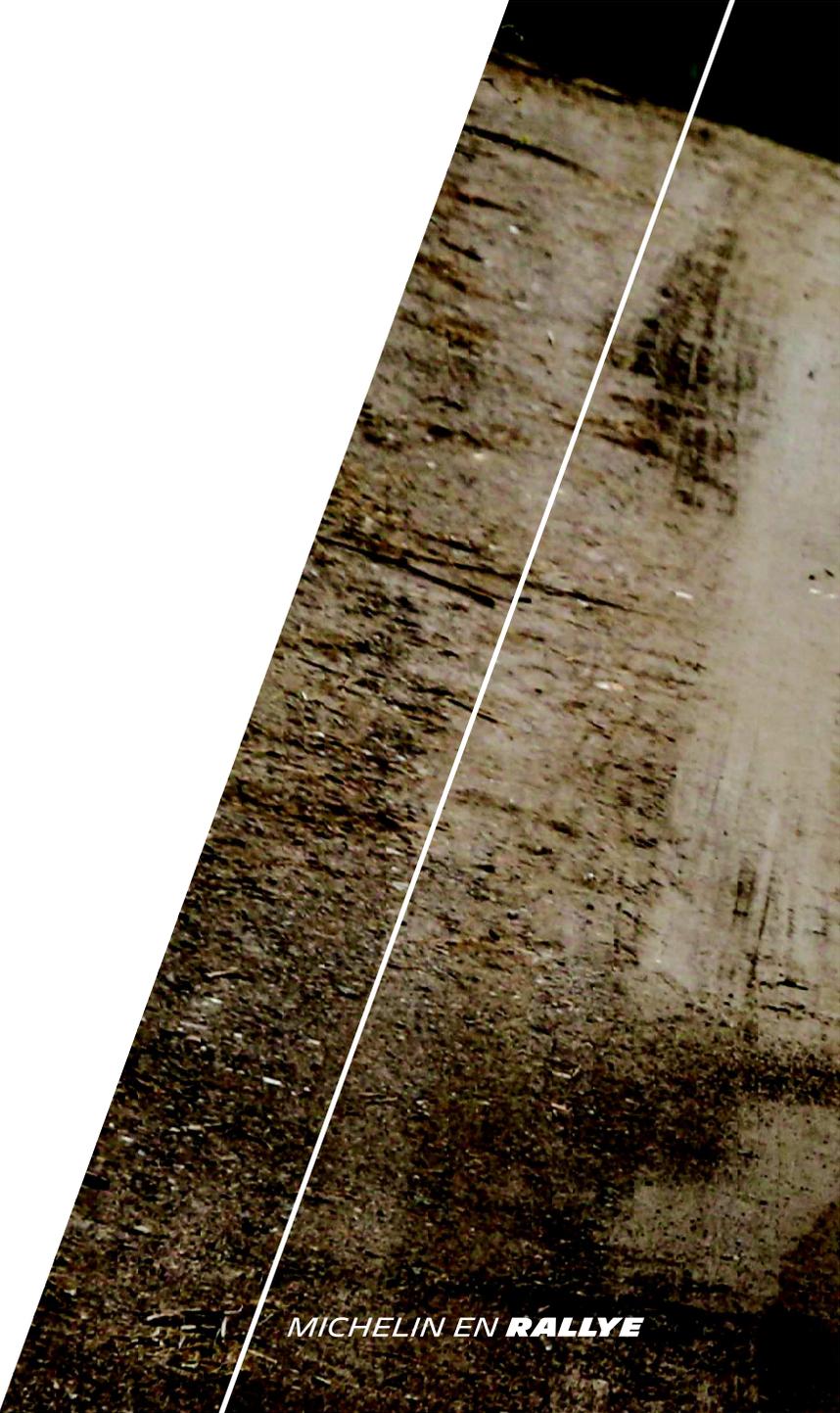
Ce plan, qui s'inscrit dans une démarche de co-construction et de dialogue social large, s'appuiera sur la négociation d'un accord-cadre d'une durée de trois ans excluant tout licenciement. Il ne repose pas sur des fermetures de sites.

Le Groupe réaffirme ses ambitions de développement en France, consolidant son positionnement sur les pneumatiques haut de gamme et de spécialités, tout en y poursuivant la localisa-

tion de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines des services, des matériaux durables, de la transition énergétique et du recyclage.

Le Groupe envisage une amélioration de sa compétitivité pouvant aller jusqu'à 5% par an pour les activités tertiaires et pour l'industrie, chiffre qui peut varier selon l'activité du site et son exposition à la concurrence. Cela pourrait signifier d'ici trois ans une réduction de postes pouvant aller jusqu'à 2 300 (jusqu'à 1 100 postes pour le tertiaire, jusqu'à 1 200 postes pour l'industrie). Près de 60% des départs envisagés se feraient sur la base de départs anticipés à la retraite et le reste par des départs volontaires accompagnés. Pour tout poste supprimé, Michelin s'engage à contribuer à en recréer un autre, soit dans le cadre du développement de ses nouvelles activités, soit en prenant part à la redynamisation des bassins d'emplois, dans un calendrier réaliste.

À la date le montant et les modalités de ce plan d'investissement n'ont pas encore été arrêtés et aucune provision n'a été constituée. Ils feront l'objet de décisions et de communications régulières du Groupe en fonction des besoins identifiés et de l'avancement des projets. //



MICHELIN EN RALLYE



PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE DEPASSE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	93 605	35 659	99,999%	94 712	94 712
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	4 420	13 935	99,999%	18 612	18 612
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	5 952	7 172	100%	12 799	12 799
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	15 045	3 127	51,11%	19 234	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
SAS ESM	188 959	2 124	16,26	149 493	23 225

	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	0	0	248 569	4 205 (B)	4 208
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	0	0	74 537	1 569 (B)	1 569
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	0	0	59 879	777 (B)	370
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	0	0	87 101	4 862 (P)	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
SAS ESM	0	0	37 368	40 277 (P)	0

(1) Exercice clos au 31/12/2019

FILIALES & PARTICIPATIONS

AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
<i>FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)</i>					
Filiales françaises	0	0	0%	1 220	1 220
Filiales étrangères	0	0	0%	157	0
<i>PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)</i>					
Sociétés françaises	0	0	0%	4 837	4 050
Sociétés étrangères	0	0	0%	2 000	2 000

	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
<i>FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)</i>					
Filiales françaises	6 874	0	ND	0	2 445
Filiales étrangères	0	0	ND	0	0
<i>PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)</i>					
Sociétés françaises	0	0	ND	0	0
Sociétés étrangères	0	0	ND	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2019

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ BRUT

	VALEURS BRUTES 01/01/2020	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS BRUTES 31/12/2020
Frais d'établissement / recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles (1)	1 449 584	0	252 294	133 875	1 568 002
Immobilisations corporelles	4 202 646	0	259 150	262 161	4 199 635
Immobilisations financières	586 781	0	122 029	258 036	450 774
TOTAL	6 430 327	0	633 472	654 072	6 409 727

(1) Dont 13 052 K€ de fonds de commerce : SCANIA pour 5 927 K€, PLA pour 1 800 K€, mali technique pour 5 325 K€



AMORTISSEMENTS

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS (1)

	01/01/2020	FUSIONS	AUGM.	DIM.	31/12/2020
Frais d'établissement, recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles	999 930	0	106 680	279	1 106 331
Immobilisations corporelles	2 501 294	0	166 802	90 343	2 577 753
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL	3 692 539	0	273 482	90 622	3 875 400

(1) Les provisions relatives aux actifs immobilisés seront expliqués en Note 11

ÉTAT DES PROVISIONS

	01/01/2020	FUSIONS	DOTATIONS	REPRISE	31/12/2020
Frais d'établissement, recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 802	0	495	0	2 297
Immobilisations corporelles	69 554	0	11 560	7 583	73 530
Immobilisations financières	163 336	0	18 441	26 769	155 008
TOTAL	234 691	0	30 496	34 352	230 835

ÉTAT DES PROVISIONS

ÉTAT DES PROVISIONS

	01/01/2020	DOTATIONS	REPRISES	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	387 873	69 491	56 225	401 139
PROVISIONS POUR RISQUES / CHARGES				
Provisions pour risques (1)	137 245	7 010	84 924	59 331
Provisions pour charges (2)	195 405	7 042	101 804	100 644
SOUS-TOTAL	332 650	14 052	186 728	159 975
DÉPRÉCIATION				
Des immobilisations incorporelles	1 802	495	0	2 297
Des immobilisations corporelles	69 554	11 560	7 583	73 530
Des immobilisations financières (3)	163 336	18 441	26 769	155 008
Des stocks (4)	17 553	22 367	6 403	33 517
Des créances	2 339	1 797	1 922	2 214
SOUS-TOTAL	254 583	54 660	42 676	266 567
TOTAL	975 107	138 203	285 629	827 681
Exploitations	0	31 568	93 702	0
Financières	0	18 441	26 769	0
Exceptionnelles	0	88 194	165 158	0
TOTAL	0	138 203	285 629	0

(1) Reprise provision pour risque : 85 M€ : dont 80,8 M€ pour l'URSSAF (arrêt contentieux), 1,3 M€ pour FLEXLIFE, 0,9 M€ pour KTB, 0,9 M€ de prime de salissure, 0,4 M€ de rachat de trimestres et 0,4 M€ de provision prud'homme et amiante

(2) Reprise de provision pour charges : 101,8 M€ : concerne VEYGOUX pour 60,3 M€, LA ROCHE pour 38 M€, MATISSE pour 1,1 M€, RFL2 pour 0,7 M€, UJO pour 0,6 M€ et ME pour 0,3 M€

(3) Correspond aux provisions pour titres de participation

(4) Voir détail des stocks en Note 13

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ NET

	VALEURS NETTES 01/01/2020	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS NETTES 31/12/2020
Frais d'établissement / recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	447 854	0	145 116	133 596	459 374
Immobilisations corporelles	1 631 799	0	81 225	164 672	1 548 352
Immobilisations financières	423 445	0	103 588	231 267	295 766
TOTAL	2 503 098	0	329 928	529 535	2 303 491



DÉPRÉCIATION DES STOCKS

ÉTAT DES PROVISIONS SUR STOCKS

	01/01/2020	DOTATION	REPRISE	31/12/2020
Matières Premières	835	43	835	43
Pièces de rechange (1)	6 414	15 873	3 718	18 569
En-cours de production	6 350	0	130	6 220
Produits Finis (2)	1 856	4 437	851	5 442
Marchandises (3)	2 098	2 014	869	3 243
TOTAL	17 553	22 367	6 403	33 517

(1) Provision pour 15,8 M€ (dépréciation des masques) et reprise pour 3,7 M€ : dont 2,9 M€ d'OVERSTOCK et 0,8 M€ de reprise de ferrillage pour le site de la ROCHE

(2) Provision pour 4,5 M€ dont 3,9 M€ de provision pour coupe MSP et 0,6 M€ de provision pour la LB 2WH

(3) Provision pour 2 M€ dont 1,1 M€ de dépréciation de stock de roues et 0,3 M€ de dépréciation d'anneaux

ETAT DES CRÉANCES (1)

	31/12/2020	< 1 AN	> 1 AN
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé	0	0	0
Créances rattachées à des participations	123 148	123 148	0
Prêts	17 970	6 947	11 024
Autres immobilisations financières	647	0	647
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	4 596	4 596	0
Créances clients et comptes rattachés	1 306 788	1 306 788	0
Autres créances	333 635	166 683	166 952
Capital souscrit appelé non versé	0	0	0
Charges constatées d' avance	26 040	26 040	0
TOTAL	1 812 825	1 634 202	178 622

(1) Cessions de créances commerciales :

Dans le cadre du programme de titrisation du Groupe, la Société cède une partie de ses créances commerciales. L'encours des créances commerciales cédées au 31 décembre 2020 s'élève à : 244 568 K€.



PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Produits d'exploitation (1)	142 611
Produits financiers	0
TOTAL	142 611

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Charges d'exploitation	26 040
Charges financières	0
TOTAL	26 040

- (1) La société est amenée à conclure des accords pluriannuels avec des clients, qui comportent une promesse relative à la capacité à fournir les produits, en échange d'une considération spécifique. Celle-ci est payée préalablement à la réalisation des obligations de fournitures des produits qui vont s'étaler sur la durée du contrat. A ce titre, cette promesse est considérée comme liée à la fourniture des produits et sera reconnue en revenu au fur et à mesure de l'exécution de cette dernière. A réception du paiement, un passif sur contrat est constaté.

ÉTAT DES VARIATIONS DES PROVISIONS

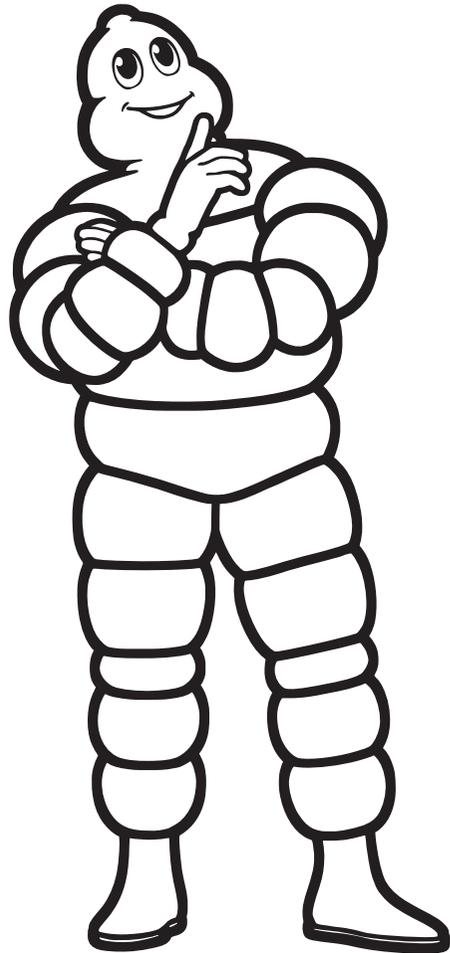
	01/01/2020	DOTATIONS	REPRISE (PROVISION UTILISÉE)	REPRISE (PROVISION NON UTILISÉE)	CHANGEMENT MÉTHODE	VARIATION PÉRIMÈTRE	AUTRE	31/12/2020
<i>PROVISIONS POUR RISQUES</i>								
Pour litiges et contentieux	129 937	5 589	82 228	0	0	0	0	53 298
Pour risques environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	7 308	1 421	2 696	0	0	0	0	6 033
SOUS-TOTAL	137 245	7 010	84 924	0	0	0	0	59 331
<i>PROVISIONS POUR CHARGES</i>								
Pensions / obligations similaires	13 411	439	1 390	0	0	0	0	12 460
Autres provisions pour charges (1)	181 994	6 604	99 257	1 157				88 183
SOUS-TOTAL	195 405	7 042	100 647	1 157	0	0	0	100 644
TOTAL	332 650	14 052	185 571	1 157	0	0	0	159 975

(1) Dont la totalité concerne les provisions pour restructurations

VARIATION DES **PROVISIONS**



VARIATION DE LA **RÉSERVE DE RÉÉVALUATION**



VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

	01/01/2020	VARIATIONS	31/12/2020	ECART INCORPORÉ AU CAPITAL
Participations	28	0	28	0
TOTAL	28	0	28	0

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2020</i>	1 740 929
Variations des amortissements dérogatoires	13 266
Subventions d'investissement	(99)
Résultat 2020	(185 865)
<i>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2020</i>	1 568 231

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NB ACTIONS	VALEUR NOMINALE (EN EUROS)
01/01/2020	13 263 158	38
31/12/2020	13 263 158	38

*VARIATION DES **CAPITAUX PROPRES***



VARIATION DES **CAPITAUX PROPRES**

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2020	31/12/2019	VARIATION	AFFECT. RESULTAT	FUSION	PAR. RESULTAT	AUGM.
<i>CAPITAL</i>	504 000	504 000	0	0	0	0	0
<i>PRIMES DE FUSION, D'EMISSION, D'APPORT</i>	143 204	143 204	0	0	0	0	0
<i>ECART DE REEVALUATION</i>	28	28	0	0	0	0	0
<i>RESERVES</i>							
Réserve légale	50 400	50 400	0	0	0	0	0
Réserve statutaires / contractuelles	0	0	0	0	0	0	0
Réserves réglementées	0	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0	0	0	0
<i>REPORT A NOUVEAU</i>	655 145	659 288	(4 143)	(4 143)	0	0	0
<i>RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</i>	(185 865)	(4 143)	(181 722)	4 143	0	(185 865)	0
<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	179	278	(99)	0	0	0	(99)
<i>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</i>	401 139	387 873	13 266	0	0	13 266	0
TOTAL	1 568 231	1 740 929	(172 698)	0	0	(172 599)	(99)

ÉTAT DE L'ENDETTEMENT BRUT (1)

	31/12/2020	< 1 AN	> 1 AN	> 5 ANS
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	0	0	0	0
Concours bancaires courants	9	9	0	0
Emprunts et dettes financières divers	1 034	1 019	10	5
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	104	104	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	748	748	0	0
Dettes fiscales et sociales	420	420	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43	43	0	0
Autres dettes	115 616	115 616	0	0
Produits constatés d'avance	143	34	93	15
TOTAL	118 117	117 993	103	20

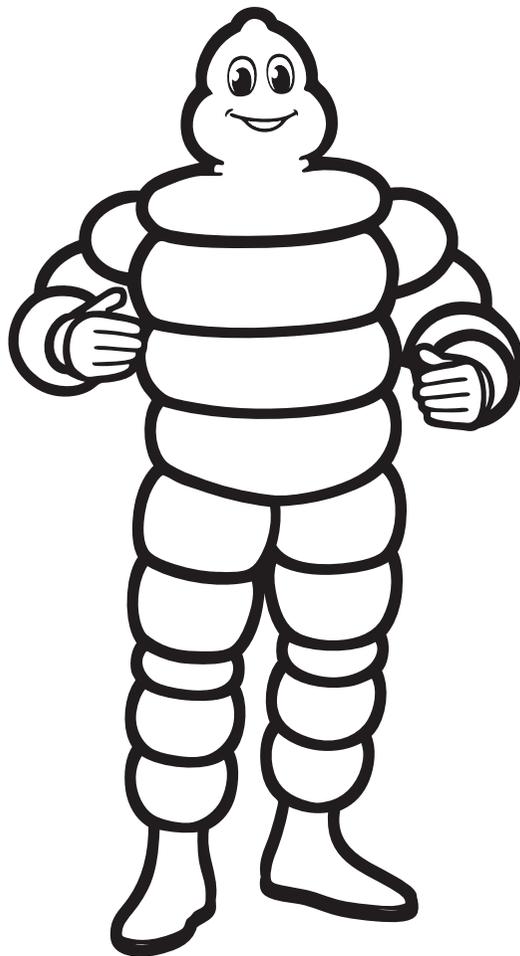
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES (2)

	MONTANT GARANTI
Emprunts auprès des établissements de crédit	0
TOTAL	0

(1) Ce tableau présente la ventilation de l'endettement brut présent au passif du bilan par date d'échéance

(2) L'entreprise ne compte aucune dette qui serait garantie par des sûretés réelles

VENTILATION DU **CHIFFRE D'AFFAIRES**



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUIT / ZONE GÉOGRAPHIQUE

Produits finis - pneus et roues	2 516 107
Matériel	116 759
Matières premières et semi-finis	327 355
Prestations de services	1 283 903
Divers	278 530
TOTAL	4 522 654
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	2 589 936
Chiffre d'affaires réalisé en France	1 932 718
TOTAL	4 522 654

ENGAGEMENTS CREDIT-BAIL

	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS / MATÉRIEL / OUTILLAGE	AUTRES	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	0	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES PAYEES					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES RESTANT A PAYER					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
VALEUR RESIDUELLE					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opération de gestion	0
Sur opérations en capital	13 189
Reprise sur provisions et transferts de charges (1)	165 158
TOTAL	178 347

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opération de gestion (2)	102 034
Sur opérations en capital	57 528
Dotations aux amortissements et aux provisions (3)	88 194
TOTAL	247 756
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(69 409)

(1) Dont :	
Reprises sur amortissements dérogatoires	56 225
Reprises sur provisions pour risques et charges	101 350
Reprises provisions HG	101 350
Reprises pour dépréciation des immobilisations	7 583
Immobilisations incorporelles	27
Immobilisations corporelles	7 756

(2) Dont :	
Charges décaissées	102 034
GPEC	3 265
MATISSE	1 064
ME	173
RLF2	829
POULIE	332
VEYGOUX	59 250
RYO	37 111
FTG	6
Divers	4

(3) Dont :	
Amortissements dérogatoires	69 491
Amortissements pour risques et charges	6 648
Restructuration RYO	732
Restructuration FTG	5 917
Provisions pour dépréciations des immobilisations	12 055
Dépréciation des immobilisations incorporelles	356
Dépréciation des immobilisations corporelles	11 699

RESSOURCES DE L'ORGANISME

	31/12/2020		31/12/2019	
RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIES				
Entreprises	933	100%	3 347	100%
Etat, collectivités locales, établissements publics	0	0%	0	0%
Entreprises via Fongecif, OMA, FAF	0	0%	0	0%
Particuliers	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	933	100%	3 347	100%
RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
Instances européennes	0	0%	0	0%
Etat	0	0%	0	0%
Régions	0	0%	0	0%
Autres collectivités territoriales	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
Autres organismes de formation	0	0%	0	0%
Autres ressources	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
TOTAL	933	100%	3 347	100%



ORGANISME DE **FORMATION**

FINALITES DES ACTIONS DE FORMATION

	31/12/2020		31/12/2019	
Diplômante	33	4%	0	0%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	900	96%	3 347	100%
Insertion sociale	0	0%	0	0%
TOTAL	933	100%	3 347	100%

FORMATION & RESSOURCES PUBLIQUES

	31/12/2020	31/12/2019
Convention	Néant	Néant

<i>RAPPROCHEMENT CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE / CALCULÉE</i>	
Impôt théorique, hors retenues à la source	(54 474)
Différences permanentes	2 199
Effet des différences de taux (entre le taux en vigueur et le taux réel)	66 383
Autres effets (*)	(35 201)
Effet changement de taux sur stock IDA à la clôture 2020	4 376
Impôt au compte de résultat, hors retenues à la source	(16 718)
(*) Dont :	
CIR 2020	(28 100)
Mécénat et autres CI	(12 563)
Mécénat, CIR & CIA N-1	5 462
TOTAL	(35 201)

<i>VENTILATION DES IMPÔTS AU COMPTE DE RESULTAT</i>	
Impôts exigibles	(35 201)
Impôts différés	18 484
SOUS-TOTAL	(16 718)
Retenues à la source	0
TOTAL	(16 718)

IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS 0



IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/2019	AUGM.	DIM.	31/12/2020
Impôts différés au titre des actifs	67 644	0	18 484	49 160
Impôts différés au titre des passifs	0	0	0	0
TOTAL	67 644	0	18 484	49 160
Décomposé en				
Différences temporelles	58 864	0	17 916	40 948
Reports déficitaires	8 779	0	568	8 211

EN FONCTION DE LA NATURE DU RESULTAT

	COURANT	EXCEPTIONNEL
Impôt exigible	(35 201)	
Impôt différé	(410)	18 894

ÉTAT DES CHARGES A REPARTIR ET PRIME DE REMBOURSEMENT

	01/01/2020	FUSION	AUGMENTATION (DOTATIONS)	DIMINUTION (ACTIF SORTI)	31/12/2020
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0



ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	16 004	0
Intérêts et charges assimilées	22 432	0
Différence négatives de change	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	4 229	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	580	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 069	0
Différences positives de change	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du compte de résultat les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
Participations	152 569	0
Créances rattachées à des participations	123 148	0
Autres titres immobilisés	0	0
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 019 144	0
Autres créances	219 735	0
Charges constatées d'avance	0	0
Emprunts et dettes financières divers	852 898	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	104 400	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	497 614	0
Dettes fiscales et sociales	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 264	0
Autres dettes	23 822	0
Produits constatés d'avance	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du bilan les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation





PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER

PRODUITS À RECEVOIR

Créances rattachées à des participations	0
Autres titres immobilisés	389
Créances clients et comptes rattachées	165 543
Autres créances	1 951
Valeurs Mobilières de Placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	167 883

CHARGES À PAYER

Autres emprunts obligataires	0
Emprunts auprès des établissements de crédits	0
Emprunts divers	1 236
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126 174
Dettes fiscales et sociales	328 502
Autres dettes	93 301
TOTAL	549 213

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES

Effets à l'encaissement impayés	0
Avals, cautions et garanties	2 670
Engagements en matière d'indemnités de fin de contrat (1)	839 830
Engagements en matière de mutuelle obligatoire (1)	83 718
Retraites supplémentaires (1)	445 696
Autres engagements donnés	22 359
TOTAL	1 394 272
ENGAGEMENTS REÇUS	6 602

	INFLATION	ACTUALISATION
Débit de non-concurrence	1,89%	0,15%
Indemnités de départ en retraite	1,76%	0,65%
Majoration Agents	0,86%	0,15%
Médailles ou Prime d'ancienneté	0%	0,65%
Retraite supplémentaire	1,51%	0,15%
Mutuelle	0%	1,05%
Rentes Loi Evin	0%	1,00%

- (1) Sur la base des règlements internes de chaque régime, des actuaires indépendants calculent la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur (D.B.O.) pour les avantages à long terme comptabilisés en provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi présentés en engagements hors bilan. Ces évaluations actuarielles ont été effectuées sur la base des tables de mortalité les plus récentes (utilisation des tables de mortalité pré retraite : TF / TH 14-16 et post retraite : TGH 05 TGF 05). Les calculs ont été réalisés en utilisant : un âge de départ à la retraite de 62 ans pour les personnes nées avant 1959, un âge de départ à la retraite compris entre 61,3 et 66,75 ans selon la catégorie de personnel pour les personnes nées à partir de 1959, un taux de mobilité (entre 0 et 7,16%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé uniquement sur les démissions pour les régimes d'indemnités de fin de carrière, et entre 0 et 7,16%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé sur les démissions et les licenciements pour les autres régimes).

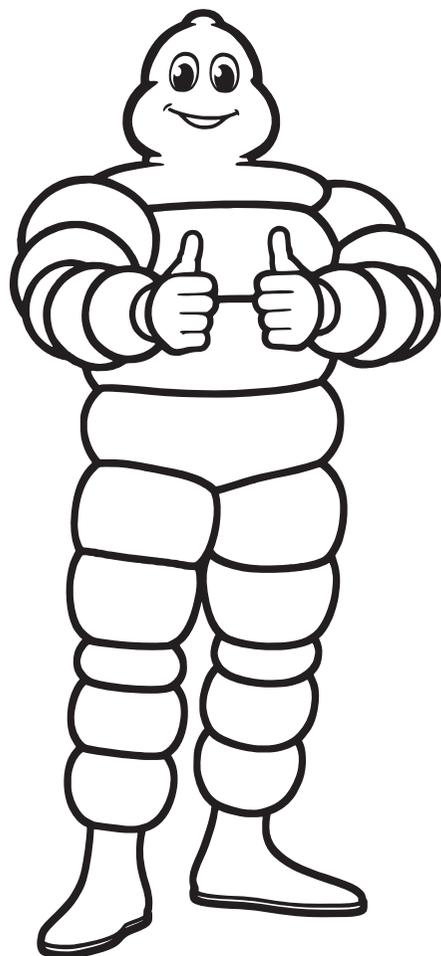
RISQUES DE MARCHÉ

La politique de la société est de couvrir la quasi-totalité de ses positions de change. Pour les flux intra Groupe, le risque de change est couvert par achats ou ventes à terme de devises (forwards). Pour les flux hors Groupe, des couvertures de change sont faites au comptant (spot) pour la devise USD. Pour les autres devises, le risque n'est pas significatif et n'est pas couvert. Au 31/12/2020, au regard de l'ensemble des financements, il n'y a pas de contrats fermes ou optionnel en cours.



ENGAGEMENTS FINANCIERS

EFFECTIF MOYEN



ÉTAT DES EFFECTIFS

	SALARIES	MIS A DISPOSITION
Agents	7 152	
Collaborateurs	3 800	1 427
Cadres et assimilés	6 381	
TOTAL	17 333	1 427

QUOTAS D'EMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

	QUOTAS	COURS	EN K EUROS
Quotas 2014	9 728	7,15	70
Quotas 2015	31 290	7,15	224
Quotas 2016	42 407	5,00	212
Quotas 2017	64 053	5,24	336
Quotas 2018	87 805	10,1	887
Quotas 2019	92 154	21,69	1 999
TOTAL	327 437		3 727

La société a comptabilisé dans ses comptes, en stocks, les quotas qui lui ont été délivrés. Pour 2019 les quotas qui lui ont été délivrés sont de 89 705 pour une valeur de 620 milliers d'euros. La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks de quotas (et unités assimilées) est PEPS (Premier entré, Premier Sorti). Aucune dépréciation n'a été constatée.

Le modèle économique retenu pour gérer et comptabiliser les quotas et unités assimilées : "production". L'arrêté français fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2021-2025 n'est pas encore publié à la date du présent rapport. Pour rappel, les allocations de quotas affectés à titre gratuits pour l'année 2020 (au titre de la période 2013-2020) versées aux sites concernés se sont élevés à 103 421. Les estimations énergétiques sont transcrites en émissions de CO² en utilisant les FE standard fixés par les réglementations nationales et en utilisant les données sources de notre fournisseur d'énergie. Les estimations énergétiques sont transcrites en émission de CO² en utilisant les facteurs d'émission (fixés par le règlementation ou calculés à partir de données sources fournies par les Gestionnaires de Réseau de Transport du gaz naturel). Les émissions en tonnes de CO₂ équivalent ont diminué de 22,36 % par rapport à celles de 2019. Elles correspondent en 2020 à 56 960 tonnes de CO₂ équivalent. Un comité de gestion du CO² se réunit tous les trimestres pour suivre et piloter les émissions de CO² pour le groupe. Les allocations dues au titre des années 2013 à 2020 ont été versées sur les comptes du registre Européen.

DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

NATURE DES DÉPENSES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

	INVESTISSEMENTS	CHARGES D'EXPLOITATION
Réduction des émissions de COV	26	1
Suppression des gaz qui appauvissent la couche ozone (CFC / Halon / HCFC)	69	18
Réduction des odeurs hors site	0	0
Autres mesures de prévention des pollutions de l'air	1	46
Construction / modification d'une station de traitement d'eaux usées ou autre unité de traitement	32	4
Suppression de PCB / pyralène dans des transformateurs	0	0
Autres mesures de prévention des pollutions des eaux de surface	18	45
Rétentions, étanchéité des sols	273	7
Autres mesures de prévention des pollutions du sol et eaux souterraines	0	65
Réduction et recyclage des déchets	166	35
Consommation d'eau	209	51
Consommation d'énergie	2342	12
Réduction des gaz à effet de serre	0	100
Autres mesures	14	0
TOTAL	3 150	384



TABLEAU DE FINANCEMENT

RESSOURCES

Capacité d'autofinancement de l'exercice	(15,5)
Augmentation des capitaux propres	0
Diminutions d'actif immobilisé	196,3
Augmentation des dettes financières	113,7
Autres	0
TOTAL	294,6

EMPLOIS

Dividendes	0
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	309,5
Remboursements de dettes financières	0
Diminution des capitaux propres	0
Autres	0
TOTAL	309,5

VARIATION NETTE DU FONDS DE ROULEMENT (15,0)

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ÉTAT DES RÉSULTATS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2016	2017	2018	2019	2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	504 000	504 000	504 000	504 000	504 000
Nombre des actions ordinaires existantes	13 263	13 263	13 263	13 263	13 263
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'Affaires hors taxes	4 952 683	5 330 685	5 492 426	5 366 674	4 522 654
Résultat avant impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	229 966	212 722	255 416	353 961	(43 091)
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	13 052	(139 460)	126 038	(4 143)	(185 865)
Bénéfices distribués	0	0	0	0	0
RÉSULTATS PAR ACTION (EN EUROS)					
Résultat après impôt et participation, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	17,58	23,07	19,35	30,06	(1,99)
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	0,98	(10,51)	9,50	(0,31)	(14,01)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	19 322	19 160	18 921	18 394	17 333
Montant de la masse salariale de l'exercice	911 285	975 405	954 269	905 614	872 440
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...)	401 005	386 494	396 067	378 084	465 886

/// RÉMUNÉRATION

La société est administrée par les deux co-gérants présentés ci-dessous.

Un gérant ayant la qualité d'Associé commandité, la Société de Gérance de la Manufacture Michelin, par abréviation "SG2M".

En cette qualité, il bénéficie d'un prélèvement de 0,2% du bénéfice net social distribué, le cas échéant, le solde constituant la part revenant aux actionnaires. La SG2M ne bénéficie par ailleurs d'aucune rémunération et d'aucun avantage en nature que ce soit de la société ou des sociétés qu'elle contrôle. La SG2M n'a reçu en 2020, au titre de l'exercice 2019, aucune autre rémunération ou avantage en nature. L'assemblée générale des actionnaires de la société du 18 mai 2018 a nommé M. Florent MENEGAUX en qualité de gérant non commandité pour une durée de 4 ans.

En application des statuts et d'une décision de l'associé commandité unique de la MFPM du 25 octobre 2018, M. Florent MENEGAUX a reçu, au titre de l'exercice 2020, une rémunération fixe de 900 000 euros et a bénéficié d'un véhicule de fonction.

/// HONORAIRES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 1 205 000 euros répartis comme suit : 610 000 euros relatifs à la certification des comptes pour PricewaterhouseCoopers Audit et 595 000 euros pour Deloitte. Les honoraires hors services de certification s'élèvent à 53 000 euros pour PricewaterhouseCoopers ainsi que 161 000 euros pour Deloitte.

/// SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions au capital de 356 680 172 euros, ayant son siège social au 23 PLACE DES CARMES DECHAUX - 63000 CLERMONT FERRAND.

Les états financiers consultable sur le site www.michelin.com (rubrique "Finance/Actionnaires individuels/Documents").

Pour copie certifiée conforme,
Le Président, le 24 mai 2021

JM Guillon

JM Guillon (24 May 2021 07:29 GMT+2)

AGOA MFPM - Annexes aux Comptes

Rapport d'audit final

2021-05-24

Créé le :	2021-05-20
De :	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAALZb1rY-3kV-sPEfR4_vuYqQndq_C7Rb8

Historique « AGOA MFPM - Annexes aux Comptes »

-  Document créé par Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2021-05-20 - 12:38:01 GMT- Adresse IP : 165.1.218.27
-  Document envoyé par courrier électronique à JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com) pour signature
2021-05-20 - 12:39:37 GMT
-  Courrier électronique consulté par JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
2021-05-24 - 05:27:28 GMT- Adresse IP : 92.157.163.10
-  Document signé électroniquement par JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
Date de signature : 2021-05-24 - 05:29:31 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 92.157.163.10
-  Accord terminé
2021-05-24 - 05:29:31 GMT



NOTES

BRUT
2020AMORT.
PROV.NET
2020NET
2019**CAPITAL SOUCRIT NON APPELÉ**

NOTES 08 À 12

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	191 315	191 315	0	0
Concessions, brevets, licences, marques	1 421 870	1 102 255	319 615	290 410
Fonds commercial	13 052	6 373	6 679	6 679
Autres immobilisations corporelles	133 079	0	133 079	150 763
Avances et acomptes				

NOTES 08 À 12

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains	71 609	24 472	47 137	49 356
Constructions	1 159 895	523 907	635 989	637 039
Installations techniques	2 579 383	1 938 047	641 336	674 783
Autres immobilisations corporelles	212 298	164 853	47 445	38 146
Immobilisations corporelles en cours	176 450	4	176 445	233 661
Avances et acomptes	0	0	0	92

NOTES 06 & 07

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participations	298 070	145 502	152 569	171 161
Créances rattachées à des participations	123 148	0	123 148	228 267
Autres titres immobilisés	10 938	3 021	7 917	9 106
Prêts	17 970	6 486	11 485	14 265
Autres immobilisations financières	647	0	647	647

SOUS-TOTAL**6 409 727 4 106 235 2 303 491 2 504 374**

NOTES 13

STOCKS ET EN-COURS

Matières premières	125 900	18 569	107 331	131 097
En-cours de production	51 846	6 263	45 583	57 146
Produits intermédiaires et finis	121 248	5 442	115 805	145 993
Marchandises	104 069	3 243	100 826	109 720
AVANCES ET ACCOMPTES	4 596		4 596	6 731

NOTE 14

CRÉANCES

Créances clients et comptes rattachés	1 306 788	787	1 306 001	1 405 031
Autres créances	333 635	1 427	332 208	453 580

VALEUR MOBILIÈRE DE PLACEMENT

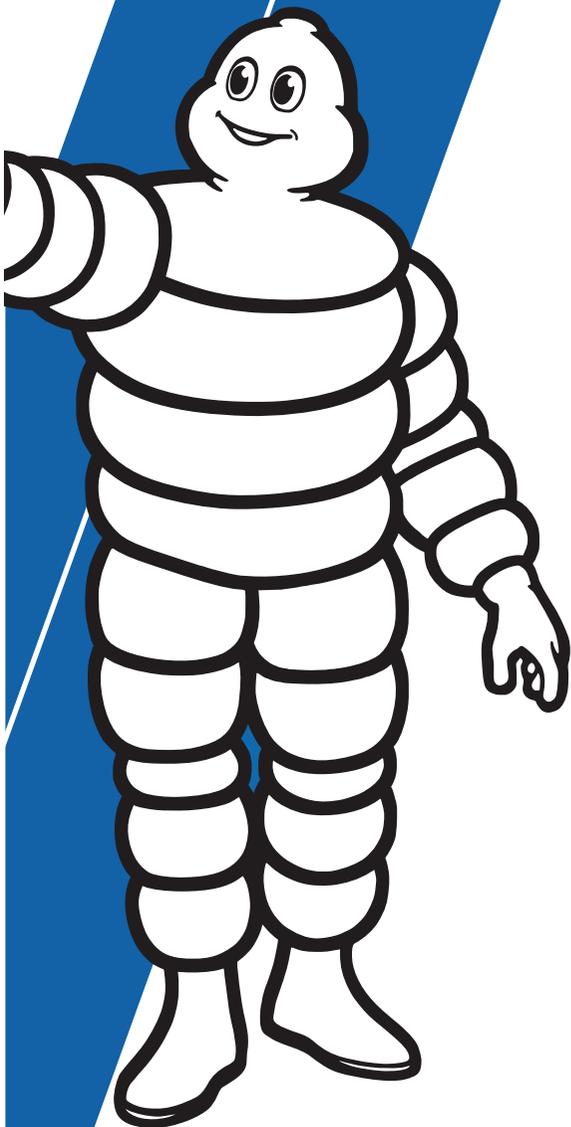
Actions propres				
Autres titres				
DISPONIBILITÉS	2 742	0	2 742	3 154

NOTE 15

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

DISPONIBILITÉS	2 742	0	2 742	3 154
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	26 040	0	26 040	21 143

SOUS-TOTAL**2 076 864 35 732 2 041 133 2 333 595****TOTAL ACTIF****8 486 591 4 141 967 4 344 624 4 837 969****ACTIF****NOTE 01**
EN K EUROSPour copie certifiée conforme,
Le Président, le 24 mai 2021*JM Guillon*
JM Guillon (24 May 2021 07:36 GMT+2)

BILAN

/ NOTES

/ 2020

/ 2019

	CAPITAUX PROPRES		
NOTES 18 & 19	Capital	504 000	504 000
	Prime d'émission, de fusion, d'apports	143 204	143 204
NOTE 17	Ecart de réévaluation	28	28
	Réserve légale	50 400	50 400
	Réserve statutaire ou contractuelle	0	0
	Réserve réglementée	0	0
	Autres réserves	0	0
	Report à nouveau	655 145	659 288
	Résultat exercice antérieur	0	0
	Résultat de l'exercice	(185 865)	(4 143)
	Subvention d'investissement	179	278
NOTE 16	Provisions réglementées	401 139	387 873
	SOUS-TOTAL	1 568 231	1 740 929
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
NOTE 16	Provisions pour risques	59 331	137 245
	Provisions pour charges	100 644	195 405
	SOUS-TOTAL	159 975	332 650
	DETTES		
	Emprunts obligataires convertibles	0	0
	Autres emprunts obligataires	0	0
NOTE 20	Emprunts auprès des établissements de crédit	8 712	4 029
	Emprunts et dettes financières divers	1 033 851	936 390
	Avances et acomptes reçus	104 400	147 323
NOTE 20	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	748 296	863 584
	Dettes fiscales et sociales	420 315	428 001
	Dettes sur immobilisations	42 619	78 294
	Autres dettes	115 116	145 270
NOTE 15	PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	142 611	161 500
	SOUS-TOTAL	2 616 419	2 764 390
	TOTAL PASSIF	4 344 624	4 837 969
	Dont à plus d'un an (hors avances et acomptes reçus)	123 330	771 527
	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus)	2 388 690	1 845 540
	Dont concours bancaires / soldes créditeurs / billets de trésorerie	8 712	4 029

PASSIF**07**

Pour copie certifiée conforme,
Le Président, le 24 mai 2021

JM Guillon
JM Guillon (24 May 2021 07:36 GMT+2)

COMPTE DE RÉSULTAT

NOTES

2020

2019

PRODUITS D'EXPLOITATION

	2020	2019
Chiffre d'affaires	4 522 654	5 366 674
Dont chiffre d'affaires à l'exportation	1 932 718	2 263 966
Production stockée	(171 595)	(80 463)
Production immobilisée	127 013	134 249
Subvention d'exploitation	1 769	743
Reprise sur provisions et amortissements	93 702	16 671
Autres produits	12 418	22 435
TOTAL	4 585 962	5 460 309

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	1 005 724	1 122 603
Variation des stocks de marchandises	7 748	14 955
Achats de matières premières	489 562	886 100
Variation de stocks de matières premières	42 096	(4 731)
Autres achats et charges externes	1 346 457	1 544 529
Impôts, taxes et versements assimilés	112 055	139 785
Salaires et traitements	872 440	905 614
Charges sociales	465 886	378 084
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions sur amortissement	273 483	259 427
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	24 164	9 311
Dotations aux provisions : risques et charges	7 403	6 022
Autres charges	50 792	80 219
TOTAL	4 697 811	5 341 920
RESULTAT D'EXPLOITATION	(111 849)	118 389

Quote part de résultat sur opérations faites en commun

Bénéfice attribué ou perte transférée

Perte supportée ou bénéfice transféré

Pour copie certifiée conforme,
Le Président, le 24 mai 2021

JM Guillon
JM Guillon (24 May 2021 07:36 GMT+2)

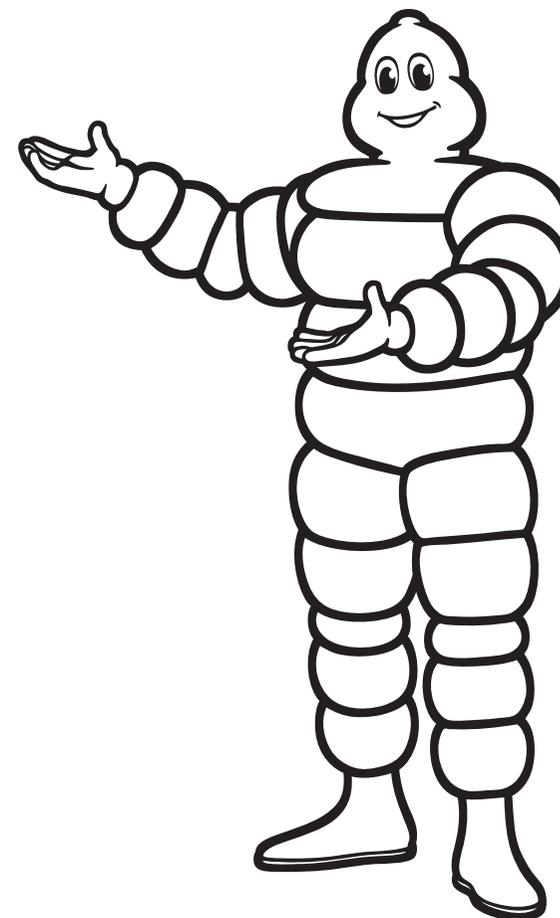
NOTE 02
EN K EUROS



	2020	2019
PRODUITS FINANCIERS		
Participations	4 263	6 687
Autres intérêts	564	1 261
Reprises sur provisions	26 769	1 931
Différences positives de change	(95)	(246)
TOTAL	31 691	9 632
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	18 441	10 217
Intérêts et charges assimilées	34 574	31 764
Différences négatives de change	(1)	4
TOTAL	53 015	41 985
RESULTAT FINANCIER	(21 324)	(32 353)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(133 173)	86 036
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Opérations en capital	13 189	16 380
Reprises sur provisions	165 158	150 456
TOTAL	178 347	166 836
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Opérations de gestion	102 034	80 100
Opérations en capital	57 528	24 218
Dotations aux amortissements et aux provisions	88 194	197 441
TOTAL	247 756	301 759
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(69 409)	(134 922)
Participations des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices	(16 718)	(44 744)
TOTAL DES PRODUITS	4 795 999	5 636 777
TOTAL DES CHARGES	4 981 864	5 640 920
BENEFICE OU (PERTE)	(185 865)	(4 143)
Dont produits financiers concernant les entreprises liées	38 436	8 442
Dont intérêts concernant les entreprises liées	30 878	26 243

NOTE 23

NOTES 26 & 27



Pour copie certifiée conforme,
Le Président, le 24 mai 2021

JM Guillon
JM Guillon (24 May 2021 07:36 GMT+2)

AGOA MFPM - Comptes annuels

Rapport d'audit final

2021-05-24

Créé le :	2021-05-20
De :	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAAbGbrCvDbjfF16CGQIKFqCmdbfcrnMebU

Historique « AGOA MFPM - Comptes annuels »

-  Document créé par Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2021-05-20 - 12:08:17 GMT- Adresse IP : 165.1.218.27
-  Document envoyé par courrier électronique à JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com) pour signature
2021-05-20 - 12:10:42 GMT
-  Courrier électronique consulté par JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
2021-05-20 - 13:07:41 GMT- Adresse IP : 92.184.100.249
-  Document signé électroniquement par JM Guillon (jean-michel.guillon@asm-rugby.com)
Date de signature : 2021-05-24 - 05:36:57 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 92.157.163.10
-  Accord terminé
2021-05-24 - 05:36:57 GMT